

L'OBSoCO

# Qui sont les gilets jaunes, leurs soutiens et leurs opposants ?

Rapport d'analyse

Février 2019



## Table des matières

LE COMMENTAIRE DE PHILIPPE MOATI.....	3
<b>Quelques idées reçues à nuancer... ou pas.....</b>	<b>4</b>
<b>Un mouvement symptomatique de la crise de la modernité.....</b>	<b>5</b>
<b>Le pouvoir d'achat dans les racines du mouvement.....</b>	<b>6</b>
<b>Le mouvement des « gilets jaunes » comme manifestation de l'impasse de la société d'hyperconsommation.....</b>	<b>7</b>
ANALYSE DES RÉSULTATS.....	11
<b>La pénétration du mouvement dans la population.....</b>	<b>11</b>
<b>Les profils sociodémographiques.....</b>	<b>12</b>
Le genre, l'âge et la situation familiale.....	12
La géographie du mouvement.....	13
Statut d'activité, CSP et niveau de diplôme.....	14
<b>Le niveau de vie, le ressenti de son évolution et la contrainte budgétaire.....</b>	<b>16</b>
Le niveau de revenu.....	16
Le niveau de vie.....	16
L'évolution ressentie du niveau de vie.....	17
L'intensité du ressenti de la contrainte budgétaire.....	17
<b>Le cadre de vie.....</b>	<b>17</b>
Le statut d'habitation.....	17
L'accès aux services.....	18
Le désir de vivre ailleurs.....	18
L'usage contraint de la voiture.....	18
<b>Les opinions.....</b>	<b>19</b>
L'orientation politique.....	19
Les valeurs.....	20
La sensibilité aux questions environnementales.....	20
Le rapport au monde.....	20
La confiance.....	22
<b>Le rapport à la consommation.....</b>	<b>23</b>
Consommer plus ?.....	23
L'intensité de la posture critique.....	24
Le sentiment de restriction.....	24
Les taux d'équipement.....	25
<b>Le travail et l'entreprise.....</b>	<b>25</b>
<b>La satisfaction à l'égard de la vie.....</b>	<b>26</b>
<b>Quel sens donner au mouvement ?.....</b>	<b>27</b>
L'analyse de la signification du mouvement.....	27
Les revendications.....	28
L'analyse de l'impact du mouvement sur l'économie.....	30
<b>Une typologie.....</b>	<b>30</b>
Les « polarisés sur le pouvoir d'achat ».....	30
Les « extrémistes ».....	31

Les « défiants à l'égard des élites ».....	33
Le « ventre mou peu impliqué ».....	34
Les « demandeurs d'un renouveau démocratique ».....	34
Le « ventre mou actif ».....	36

## Le commentaire de Philippe Moati

Le résultat sans doute le plus interpellant de l'enquête réside dans ce chiffre : 49 % de Français qui se qualifient de « gilets jaunes » ou qui ont pris part au mouvement. Certes, cette proportion tombe à 22 % si l'on ne considère que les personnes qui ont activement pris part d'une manière ou d'une autre au mouvement, voire à 10 % si l'on isole parmi elles celles qui ont participé à plus d'une catégorie d'actions (qui se ramène alors souvent à des publications sur les réseaux sociaux). D'un autre côté, il faut considérer les 11 % de la population qui, sans s'auto-qualifier de « gilets jaunes », déclarent les soutenir. Au total, le mouvement impliquerait d'une manière ou d'une autre quelque 60 % de la population...

Certes, la méthodologie de l'enquête est susceptible de « gonfler » un peu la réalité. Il s'agit d'une enquête en ligne auprès d'un échantillon représentatif de Français de 18 à 70 ans. La représentativité est assurée par le respect de quotas qui visent à faire de l'échantillon des personnes interrogées une sorte de modèle réduit de la population française sur la base de critères sociodémographiques tels que le genre, l'âge, les CSP, le lieu de résidence... Pour autant, tout le monde n'est pas disposé à consacrer du temps à répondre à un questionnaire en ligne. Les sociétés spécialisées indemnisent les panélistes, certes de quelques dizaines de centimes seulement, mais la carotte monétaire est susceptible d'accentuer le biais d'échantillonnage, peut-être en faveur de profils « gilets jaunes ». Il est possible également que certains répondants aient jugé valorisant de se déclarer « gilets jaunes » et d'affirmer avoir pris part à des actions (même si les enquêtes en ligne n'exposent pas au jugement de l'enquêteur). Mais si un tel biais de désirabilité devait effectivement affecter les estimations de la pénétration du mouvement, ce serait en soit une information, un indice de la résonance positive dont le mouvement bénéficie dans l'opinion.

Le mouvement des « gilets jaunes » n'est pas seulement remarquable par la profondeur de son ancrage dans la société ; chacun sait qu'il l'est aussi par sa durée, ses modalités d'expression, son absence de coordination centralisée... Bref, il s'agit d'un mouvement inédit dont il convient de saisir le sens afin de comprendre les forces qui travaillent la société contemporaine et son évolution. C'est à cet effort de compréhension qu'est consacré cette étude, qui s'efforce d'aller plus loin que les sondages qui ont été publiés au fil de l'eau. Elle s'en distingue par la taille de l'échantillon (4000 personnes), qui autorise d'effectuer des croisements fins entre les variables et d'opérer des catégorisations, ainsi que par la longueur du questionnaire (une cinquantaine de questions) qui permet de préciser les profils et de mieux comprendre les motivations.

L'enquête vise, bien sûr, à cerner avec précision qui sont ces « gilets jaunes ». Force est de constater qu'on a peine à distinguer un profil-type. Comment s'en étonner d'ailleurs quand le taux de pénétration des « gilets jaunes » est si fort, concourant à ce que, quelle que soit la variable considérée, les écarts entre leur profil et celui l'ensemble de la population sont le plus souvent modestes. Autrement dit, l'adoption d'une acception large des « gilets jaunes » conduit à observer une population qui ne s'écarte que modérément de l'ensemble des Français. Des écarts plus substantiels apparaissent lorsque l'on resserre la focale, lorsque, parmi les « gilets jaunes », on isole les plus impliqués, et plus encore lorsque l'on compare ces derniers aux personnes qui déclarent s'opposer au mouvement, et notamment à celles qui affirment une opposition radicale. A considérer les extrêmes des deux bords, on obtient l'image d'une forte dualité de la société française, entre des fractions de population qui semblent s'opposer sur un grand nombre de points, qui ressortent tant de leurs caractéristiques objectives que de leurs opinions et leur rapport au monde. La typologie présentée à la fin de ce rapport propose une décomposition éclairante de la population des « gilets jaunes » sur laquelle je reviendrai.

## QUELQUES IDÉES REÇUES À NUANCER... OU PAS.

Les « gilets jaunes » ont souvent été présentés comme l'expression de la « France périphérique » généralement réduite à une population à niveau de revenus moyen-inférieur, peu qualifiée, vivant de manière privilégiée dans des zones rurales, des villes petites ou moyennes ou les couronnes périurbaines de grandes villes, des territoires supposés souffrir d'un déficit d'équipements collectifs et qui condamnent à l'usage intensif de l'automobile.

Dans une certaine mesure, les résultats de l'étude confortent cette vision, tout du moins si l'on accepte de concentrer l'attention sur les sous- ou sur-représentations de certains traits parmi les « gilets jaunes » par rapport à la population nationale, si l'on observe les écarts de centres de gravité des distributions statistiques.

Ainsi, les demandeurs d'emploi, les retraités (particulièrement ceux qui affichent un faible niveau de vie), les CSP- (en particulier les ouvriers) mais aussi les CSP intermédiaires à cols bleus, les locataires du secteur privé (que l'on sait particulièrement exposés à un taux d'effort important)... sont sur-représentés parmi les « gilets jaunes », et de manière généralement croissante avec le degré d'investissement dans le mouvement. De même observe-t-on une sur-représentation des très bas revenus et surtout des tranches de revenus situés autour de la médiane, des individus disant être soumis à une forte ou très forte contrainte budgétaire, déclarant ressentir une baisse de leur niveau de vie par rapport à il y a 5 ans et être obligés de s'imposer d'importantes restrictions sur leur consommation, y compris sur des postes qui correspondent à des besoins de base. On trouve effectivement plus d'habitants de villes petites et moyennes parmi les « gilets jaunes » qui, à l'inverse, sont sous-représentés dans la capitale (mais pas significativement dans les villes centres des autres métropoles). Si rien n'apparaît de significatif au niveau des couronnes périurbaines des grandes agglomérations (ni à celui des communes multipolarisées), les « gilets jaunes » tendent plus que l'ensemble de la population à vivre dans des communes dont la moyenne du revenu disponible des habitants est faible et le taux de chômage élevé. Les « gilets jaunes » sont proportionnellement moins nombreux à estimer avoir accès sur leur lieu de vie aux différents services collectifs dont ils pourraient avoir potentiellement besoin, et ils sont plus souvent contraints d'utiliser quotidiennement leur voiture.

Et pourtant, tout cela ne permet pas de dresser un portrait-robot monolithique du « gilets jaunes », tant ces sur- ou sous-représentations (lesquelles, répétons-le, sont le plus souvent modestes) masquent en réalité une importante hétérogénéité sur quasiment tous les critères étudiés. Par exemple, 13 % des « gilets jaunes » vivent dans l'agglomération parisienne et 21 % dans une des communes qui réunissent les 25 % des ménages ayant le plus haut niveau de vie et 26 % dans les communes ayant les plus faibles taux de chômage. 12 % ont un diplôme supérieur à bac+2. 35 % des « gilets jaunes » appartiennent au 4 et 5<sup>ème</sup> quintiles de niveau de vie, même si ce chiffre tombe à 29 % parmi les plus impliqués. 9 % de ces mêmes « gilets jaunes » les plus impliqués affirment que leur niveau de vie a beaucoup progressé par rapport à il y a 5 ans ; c'est plus que les 7 % mesurés à l'échelle de l'ensemble des personnes ayant participé à l'enquête... Plus on s'écarte des « gilets jaunes » les plus impliqués, plus le profil se banalise. Celui des sympathisants des « gilets jaunes », comme celui des personnes ambivalentes par rapport au mouvement, est très proche de celui de l'ensemble de la population.

L'hypothèse que tout cela suggère est que le mouvement agrège des mécontentements et des revendications hétérogènes émanant de personnes aux profils diversifiés que l'on peut difficilement réunir dans une supposée « classe moyenne » dont l'hétérogénéité du contenu ferait perdre l'essentiel de la portée analytique. La typologie bâtie à partir des résultats de l'enquête permet de distinguer notamment trois groupes qui partagent un fort niveau d'implication dans le mouvement. Les plus radicaux – que nous avons qualifiés d'« extrémistes » – sont ceux qui se rapprochent le plus du stéréotype du « gilet jaune », mais ne représentent que 5 % de l'ensemble. Largement composée de CSP-, avec une très forte sur-représentation des ouvriers mais aussi des chômeurs, c'est la catégorie de « gilets jaunes » la plus pauvre et qui affiche un sentiment largement partagé de recul de son niveau de vie. Ces « gilets jaunes » tendent à vivre dans des communes relativement pauvres

et marquées par un fort taux de chômage, et qui leur donnent le sentiment de ne pas disposer de l'ensemble des services et équipements collectifs dont ils pourraient avoir besoin, ce qui doit contribuer au fait qu'ils soient très nombreux à vouloir vivre ailleurs. Peu satisfaits de leur vie professionnelle, c'est la catégorie de « gilets jaunes » qui est globalement la moins satisfaite de l'existence en général. Ils se défient massivement des élites et, plus que l'ensemble des « gilets jaunes », se positionnent politiquement très à droite et doutent de la supériorité de la démocratie. Très éloigné de ces « extrémistes », la typologie identifie un autre groupe de « gilets jaunes » très impliqués, « les demandeurs d'un renouveau politique » (15 % du total des « gilets jaunes »), dont les revendications prioritaires portent sur la réforme des institutions. Ils sont bien plus urbains, voire même Parisiens, diplômés, appartenant aux CSP+ et notamment dans la catégorie de la « classe créative ». Ils partagent avec les « extrémistes » un niveau de vie relativement faible, un fort niveau de restriction sur leurs dépenses (en particulier celles relatives aux vacances et aux loisirs) et se montrent globalement peu satisfaits de leur vie professionnelle. Eux aussi sont très défiants à l'égard des institutions comme des grands acteurs de l'économie. Le détail de l'analyse des six groupes de la typologie montre à quel point le terme de « gilets jaunes » renvoie à une grande diversité de réalités relatives aux conditions objectives d'existence. Le liant est sans doute à rechercher dans la dimension culturelle, celle des valeurs et du rapport au monde. A ce titre, on est tenté d'analyser le mouvement des « gilets jaunes » comme une forme de manifestation de la crise de la modernité qui frappe les sociétés occidentales. Quelques résultats de l'enquête peuvent être avancés à l'appui de cette hypothèse.

## UN MOUVEMENT SYMPTOMATIQUE DE LA CRISE DE LA MODERNITÉ.

On le sait, les Français sont pessimistes, enclins à voir l'avenir en noir et à idéaliser le passé. Mais ce trait est particulièrement présent chez les « gilets jaunes ». A 83 %, ils estiment que les générations futures vivront une vie moins heureuse que les nôtres (76 % pour l'ensemble de la population), et cette part grimpe à 87 % parmi les « gilets jaunes » les plus impliqués (mais demeure à 60 % parmi les opposants radicaux au mouvement). C'est donc la foi dans le progrès qui se trouve sérieusement ébranlée. En contrepoint, 81 % de nos « gilets jaunes » considèrent que notre société a pris trop de distance par rapport à la tradition. Alors que l'association du progrès économique au progrès social constitue l'un des piliers de la modernité, à 71 % les « gilets jaunes » doutent des bienfaits de la croissance économique. Ils s'inquiètent aussi de voir se dissiper l'identité nationale : ils craignent à 64 % que la mondialisation fasse perdre son identité à la France et 61 % n'adhèrent pas à l'idée que la diversité culturelle apportée par l'immigration est bénéfique à la France.

On est tenté de voir dans cette remise en question des dogmes de la modernité (à laquelle semble échapper la confiance dans la science et le progrès technique), une forme de désarroi face à une marche du monde dont le sens fait défaut faute de l'adhésion à des systèmes de pensée qui pourraient en fournir les clés et qui est perçue comme charriant plus de menaces que d'opportunités.

Ce désarroi est d'autant plus mal ressenti qu'il s'inscrit sur la toile de fond d'une profonde défiance à l'égard de ce qui représente le « système », les grands acteurs de l'économie et les institutions, plus marquée encore que chez l'ensemble des Français. Cette défiance s'illustre dans l'enquête par le poids de la mise en cause des élites à la fois dans l'analyse que font les « gilets jaunes » de la nature du mouvement et la hiérarchie de leurs revendications, mise en cause qui relie les « gilets jaunes » les plus impliqués à ceux qui semblent épouser le mouvement par procuration. C'est comme si, dans des temps de mutations tous azimuts opérant dans un épais brouillard, on réaliserait qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion ou, pire peut-être, que les pilotes volent pour eux, sans se soucier des passagers... Ce n'est pas le lieu de débattre ici des raisons de cette défiance à l'égard des élites politiques et économiques et des institutions qu'elles portent ou représentent ; le résultat est qu'elle incite à rester sur ses gardes, à ne pas croire sur parole ce qui est dit, à se détourner du vertical pour priser l'horizontal, comme en témoigne dans l'étude la confiance que les « gilets jaunes » (comme l'ensemble

de la population) placent dans les « petits acteurs », mais aussi la prégnance parmi eux des valeurs de solidarité. Mais on a là aussi le terreau de la perméabilité de cette population au *fake news*, aux thèses complotistes<sup>1</sup>, qui se diffusent d'autant mieux sur les réseaux sociaux que les GJ dans leur immense majorité, se défient des médias.

## LE POUVOIR D'ACHAT DANS LES RACINES DU MOUVEMENT.

Nous pouvons trouver signifiant que cette angoisse diffuse trouve, dans le mouvement des « gilets jaunes », un point de cristallisation particulièrement important dans la question du pouvoir d'achat. D'abord, rappelons que le mouvement est né de la réaction à l'augmentation des taxes sur les carburants, vécue comme une atteinte au pouvoir d'achat des automobilistes. Ensuite, l'enquête montre que dans la diversité des revendications exprimées par le mouvement, trois seulement réunissent une majorité de « gilets jaunes » qui les classent parmi leurs trois revendications prioritaires. Deux sont directement liées au pouvoir d'achat : l'augmentation du pouvoir d'achat, citée par 66 % des « gilets jaunes » et la réduction des taxes sur les carburants, citée par 53 %. La troisième porte sur la baisse de la rémunération des élus et des hauts fonctionnaires d'Etat, citée par 58 % des « gilets jaunes ». On retrouve ici la manifestation de la défiance à l'égard du corps politique et du soupçon de divergence des intérêts, mais aussi l'idée naïve (qu'il y a également derrière la revendication de la réduction du nombre des élus) qu'il y aurait là un gisement d'économies qui permettrait de redistribuer du pouvoir d'achat par la baisse des impôts. Au regard des revendications relatives au pouvoir d'achat, celles à consonance plus politique, qui renvoient à la réforme des institutions, ne font pas vraiment le poids. Par exemple, le fameux référendum d'initiative citoyenne n'a été retenu parmi les trois principales revendications que par 29 % des « gilets jaunes » de l'enquête, dont seulement 6 % qui le classent « en premier ». Ces résultats sont conformes à ce qui transparaît de la hiérarchie des thèmes les plus souvent abordés dans le cadre du « grand débat », dominée par la fiscalité et les dépenses publiques. La distinction entre les différentes catégories de « gilets jaunes » opérée au travers de la typologie présentée dans l'étude confirme le caractère transverse de l'emprise de la problématique du pouvoir d'achat sur le mouvement : seul le groupe des « demandeurs d'un renouveau politique » semble mettre la question du pouvoir d'achat au second plan, au profit d'une demande de révision du fonctionnement de la démocratie.

Allant dans le même sens, mais dans un tout autre registre, 68 % des « gilets jaunes » en activité se déclarent insatisfaits de leur niveau de rémunération, qu'ils estiment ne pas correspondre à leur engagement et à leurs compétences. C'est le premier motif d'insatisfaction à l'égard de leur vie professionnelle.

Cet accent mis par les « gilets jaunes » sur le pouvoir d'achat est à rapprocher du fait que 66 % d'entre eux affirment que leur niveau de vie a diminué au cours des 5 dernières années dont, pour 39 %, « beaucoup » (et même 45 % parmi les plus impliqués). Mais qu'en est-il de la réalité de la dynamique des niveaux de vie telle qu'elle ressort des statistiques officielles ?

Selon les calculs de l'INSEE sur les données fiscales et sociales individuelles, le niveau de vie médian a bien connu une baisse entre 2010 et 2013. Il a toutefois renoué avec la croissance à partir de 2014, si bien qu'en 2016 (dernière année disponible) il a à peu près retrouvé ce qu'il avait perdu. Pour autant, le niveau de vie des 10 % des ménages les plus pauvres a connu une baisse sensiblement plus marquée entre 2009 et 2012, que la croissance intervenue depuis n'avait pas permis, en 2016, de totalement compenser. Plus encore, la croissance du niveau de vie des 30 % des ménages les plus pauvres (là où se concentre une part significative des « gilets

<sup>1</sup> Voir le sondage réalisé en janvier 2019 pour la fondation Jean Jaurès. [https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2019/0211/enquete\\_complot\\_gj.pdf](https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2019/0211/enquete_complot_gj.pdf)

jaunes») ne bénéficie que d'une reprise poussive, si bien qu'en 2016 il est encore 1,3 % inférieur à celui de 2008.

Il est donc incontestable que les ménages disposant de revenus faibles ou moyen-inférieurs ont traversé une période difficile durant laquelle ils ont pu voir leur niveau de vie reculer ce qui, sur une durée pluri-annuelle, est probablement un phénomène inédit dans l'histoire économique de la France depuis les années 1960. Les ménages touchés par cette baisse de pouvoir d'achat, déjà souvent soumis mécaniquement à une contrainte budgétaire forte, ont dû réviser leurs comportements de consommation et opérer des arbitrages douloureux dont l'impact psychologique ne doit pas être négligé et qui a probablement de la rémanence.

Ceci dit, sur 20 ans, de 1996 à 2016, le niveau de vie médian a progressé de 18,5 % ; celui des ménages appartenant à l'ensemble des 30 % les plus pauvres de 18,7 %, et celui des ménages appartenant au premier décile de 21 %. Les plus riches n'ont pas fait mieux (17,9 % pour le dernier décile, mais 20,4 % pour les 5 % les plus riches). Les données dont nous disposons sur l'évolution du revenu disponible en 2017 et 2018 incitent à penser que la croissance du niveau de vie s'est poursuivie depuis, au point de dépasser le niveau d'avant-crise probablement pour l'ensemble des déciles. De plus, l'emprise des « dépenses pré-engagées » sur le revenu des ménages – qui avait fortement progressé durant les années 1990 et le début des années 2000 – est grossièrement stable depuis 2014. Enfin, l'ensemble des indicateurs d'inégalités monétaires calculés par l'INSEE montrent que, après la poussée intervenue durant la première décennie du siècle, elles s'inscrivent désormais dans une tendance à la baisse.

Dès lors, on est en droit de s'étonner de cette irruption de revendications sur le plan de pouvoir d'achat à un moment où la situation est meilleure qu'il y a quelques années et s'inscrit sur une tendance pluri-annuelle positive. On est bien sûr tenté de la rapprocher de l'impact psychologique de l'ensemble des mesures fiscales du gouvernement qui ont pu donner le sentiment que l'on en demande toujours plus aux ménages disposant de revenus intermédiaires alors qu'on réserve les largesses aux plus favorisés. La recherche en économie comportementale a montré que le sentiment d'être victime d'un traitement injuste incite aux représailles, même quand celles-ci peuvent avoir un coût.

Je voudrais cependant rapprocher également cette hypersensibilité à la question du pouvoir d'achat à la force du désir de consommation.

## LE MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES » COMME MANIFESTATION DE L'IMPASSE DE LA SOCIÉTÉ D'HYPERCONSOMMATION.

Dans *La société malade de l'hyperconsommation*, j'ai tenté de montrer comment le malaise qui saisit les sociétés occidentales, dont les « gilets jaunes » (mais aussi le Brexit, l'arrivée au pouvoir de dirigeants populistes ou la poussée de fondamentalismes de tous poils) constituent une manifestation, trouve une partie de ses racines dans la place qu'y tient la consommation. La consommation, sous toutes ses formes, a rempli le vide existentiel laissé par le recul des religions, des idéologies, des utopies et des grands récits, vide auquel en retour la consommation a largement contribué. Le capitalisme a réussi à désamorcer la « lutte des classes » (tout en s'ouvrant de formidables réserves de croissance) en transformant les travailleurs en consommateurs, et en promettant le bonheur ici-bas au travers des plaisirs de la consommation. La promesse a clairement été tenue durant les « Trente glorieuses », alors que le pouvoir d'achat était en croissance rapide permettant à l'essentiel de la population de passer de la pénurie au confort. Depuis, la croissance tendancielle du pouvoir d'achat s'est durablement et considérablement réduite et, les besoins de base étant désormais saturés, marques et enseignes ont mis de plus en plus gros sur la valeur immatérielle de leur offre pour stimuler le désir d'acheter, renforçant la consommation comme support de construction identitaire, vecteur de lien social, véhicule d'imaginaires... Cela dans un contexte dans lequel le primat des valeurs individualistes semble faire du



« bonheur », de la réalisation de soi, de la vie intense, la finalité de l'existence. Evidemment, chacun définit à sa manière le sens qu'il donne à sa vie, et la place qu'y tient la consommation est éminemment variable, mais il semble clair (ce que tend à conforter les études de l'ObSoCo) que cette place est inversement proportionnelle au capital culturel des individus. On est ainsi tenté de voir dans le mouvement des « gilets jaunes » l'expression d'un désir de consommation, d'un « vouloir d'achat », qui croît sensiblement plus vite que le pouvoir d'achat.

Plusieurs résultats de l'enquête suggèrent une orientation consumériste légèrement plus marquée parmi les « gilets jaunes » pris globalement que dans l'ensemble de la population. Le contraste est plus fort lorsque l'on compare le rapport à la consommation des « gilets jaunes » les plus impliqués avec celui de leurs opposants : les premiers sont significativement plus nombreux à dire vouloir consommer plus, à exprimer des opinions générales positives sur la consommation, à déclarer un fort sentiment de restriction dans leurs dépenses qui résulte probablement tant d'une contrainte budgétaire plus serrée que d'une plus forte appétence à la consommation, ce dont témoigne un taux d'équipement en biens d'équipement high-tech et en abonnements à des services de divertissement proches de la moyenne (voire supérieur chez les « gilets jaunes » significativement impliqués pour les abonnements aux services de streaming vidéo et aux salles de sport, ainsi que pour les cartes d'accès illimité au cinéma et les robots de cuisine) en dépit d'un niveau de vie moyen plus faible...

Si la reprise de la croissance du niveau de vie est réelle, elle reste lente, au point d'être presque imperceptible comme le mouvement des aiguilles d'une montre, en tout cas bien moins perceptible que la poussée sporadique de certains prix et de taxes qui servent de jauge au quidam pour évaluer l'évolution du « coût de la vie » et la dynamique de son pouvoir d'achat. Et face à cette lenteur de la croissance du pouvoir d'achat, le vouloir d'achat, lui, est stimulé avec une énergie croissante par les acteurs de l'offre : intensification dans le temps et dans l'espace de l'exposition à l'offre commerciale, surenchère promotionnelle, harcèlement publicitaire, marketing personnalisé mobilisant les potentiels du big data, de l'intelligence artificielle et des neurosciences... Cette stimulation du « vouloir d'achat » est d'autant plus problématique qu'elle s'inscrit dans le cadre d'une sorte d'universalisation de la norme de consommation, qui est évidemment d'autant plus difficilement accessible que l'on dispose de revenus modestes.

Nous sommes en effet largement sorti d'un modèle de consommation qui épousait les contours des classes sociales, dans lequel on pouvait nettement distinguer une consommation bourgeoise, ou de cadres, d'une consommation ouvrière. Si des différences subsistent bien évidemment, une dynamique de moyennisation s'est imposée au fil des décennies s'accompagnant d'une horizontalisation des normes. Ce mouvement s'est trouvé clairement illustré au travers de la manière dont se sont diffusés les équipements et les services associés au numérique, marquée par une vitesse inédite associée à une pénétration quasi-simultanée aux différents niveaux de l'échelle sociale. L'adhésion à une norme de consommation qui s'homogénéise est évidemment problématique lorsqu'elle conduit à creuser l'écart entre le « vouloir d'achat » et le pouvoir d'achat. Pour intégrer les nouveaux postes budgétaires associés au numérique, les ménages sous tension ont exploité différentes manières de gérer la contrainte : en procédant à des arbitrages aux dépens parfois des dépenses associées aux besoins de base ; en se contentant de produits de bas de gamme ou en renonçant aux marques convoitées ; en se livrant à des comportements « d'achat malin » par la fréquentation de circuits *low cost* et en se livrant à la chasse aux opérations promotionnelles... A la clé, il y a souvent la frustration ou la déception. Après l'intégration du numérique dans la norme de consommation, nous vivons depuis quelques années une évolution de la norme en direction de la qualité, notamment dans l'alimentaire où le souci de « manger sain » se répand dans l'ensemble de la population. Les sociétés de panels ont relevé au cours des dernières années la montée en gamme des produits placés dans les caddies. Mais comment satisfaire ce désir légitime de consommer mieux (ce qui implique le plus souvent des produits plus chers) lorsque la croissance du pouvoir d'achat n'est pas à l'avenant ?

Du coup, il est possible de se trouver dans la situation paradoxale dans laquelle le pouvoir d'achat ou le « niveau de vie » tels que calculés par les instituts de statistiques affichent une réelle croissance, mais où le niveau de vie réel – celui qui tient compte de l'évolution de la norme de consommation – recule.

Le calcul de la croissance du pouvoir d'achat et du niveau de vie fait intervenir, au dénominateur, l'indice des prix à la consommation. Rappelons que cet indice a pour vocation première de mesurer l'inflation, c'est-à-dire l'évolution de la valeur de la monnaie, ce qui ne doit pas être confondu avec l'évolution du coût de la vie. C'est le fameux effet qualité qui est en cause ici. Puisqu'il s'agit de mesurer l'inflation, les instituts de statistiques ont raison de neutraliser dans leur mesure les augmentations de prix dues à l'amélioration de la qualité des produits. Mais quand la norme de consommation pousse la qualité vers le haut, au point de faire souvent disparaître les produits de basse qualité du marché (comme c'est le cas, par exemple, pour la plupart des produits high-tech), l'ensemble des consommateurs se trouvent engagés à acheter des produits, certes plus performants, mais aussi plus chers. Dans notre rapport pour le Conseil d'Analyse Economique sur la mesure du pouvoir d'achat, Robert Rochefort et moi avons proposé des mesures alternatives de l'évolution du coût de la vie prenant en compte l'évolution de la norme de consommation. Nos préconisations n'ont pas été suivies.

Le mouvement des « gilets jaunes » exprime ainsi (entre autres) une limite fondamentale de la société d'hyperconsommation : la montée des frustrations qui découlent d'une activation continue du « vouloir d'achat » alors que les moyens de le satisfaire n'augmentent pas au même rythme. La société d'hyperconsommation est experte dans la stimulation du désir de consommation, mais est devenue chiche dans la distribution des moyens de le satisfaire. La frustration qui en découle s'inscrit dans le cadre plus général de la crise de la modernité. D'une crise du progrès qui incite au présentisme, à « profiter de la vie » ici et maintenant. De la remise en cause des perspectives qui étaient ouvertes aux classes moyennes, à savoir le fait que de contribuer à la croissance économique par son travail et son épargne s'accompagne d'une juste rétribution sous la forme d'une intégration pleine et entière à la société, en particulier par le partage de ses normes de consommation, à la possibilité d'accéder à cette priorité donnée au fait de pouvoir être propriétaire de son logement, et d'avoir des perspectives de mobilité sociale (au moins pour sa descendance). La majorité des « gilets jaunes », tels que les dépeignent les résultats de l'étude, se sentent floués par rapport à cette promesse, victime d'une sorte de rupture du contrat social. Au final, c'est la légitimité du système économique et social de la société contemporaine qui s'étirole.

Cette irruption de colère est d'autant plus problématique qu'elle ne s'appuie sur aucun soubassement idéologique porteurs d'alternatives, et se trouve très mal relayée par les forces politiques conventionnelles. Cela profite un peu aux extrêmes : si seulement 9 % des « gilets jaunes » se situent « très à droite » (8 % sur l'ensemble de l'échantillon), cette part s'élève à 15% parmi les très impliqués et même 18 % parmi les « extrémistes ». L'extrême-gauche ne manifeste d'une capacité de séduction similaire (excepté, dans une certaine mesure, auprès des « demandeurs d'un renouveau démocratique). En réalité, 43 % de nos « gilets jaunes » ne se reconnaissent dans aucun mouvement politique, et c'est plus encore parmi les groupes de la typologie les moins impliqués. Ce nihilisme peut conduire jusqu'à remettre en cause les bienfaits de la démocratie. L'enquête révèle que 33 % des Français ne sont pas convaincus que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible ». Ce chiffre préoccupant s'élève à 39 % parmi les « gilets jaunes », et jusqu'à 45 % parmi les plus impliqués.

Le mouvement des « gilets jaunes » est la conséquence d'un malaise profond que les contrefeux que le gouvernement pourra allumer ne pourront, au mieux, qu'en calmer l'expression. D'autres formes d'irruption de ce malaise sont susceptibles de surgir, sous d'autres formes, d'une nouvelle flambée des banlieues à l'approfondissement de l'emprise des fondamentalismes en réponse au vide existentiel et à la quête de sens. L'urgence est sans doute de travailler à la refondation de la modernité, à l'esquisse d'utopies pouvant servir de boussole au politique et au retour d'un désir d'avenir largement partagé, d'un changement culturel profond

qui remette la consommation à sa juste place et redonne du sens aux existences, le tout dans l'invention d'un mode de fonctionnement collectif compatible avec le formidable défi que nous lance la question environnementale. Le fait que l'origine du mouvement de « gilets jaunes » renvoie à la mise en balance de quelques miettes de pouvoir d'achat avec l'engagement de la transition énergétique a de quoi faire réfléchir...

## Analyse des résultats

Le questionnaire de l'enquête a été adressé en ligne, du 23 janvier au 1<sup>er</sup> février 2019 à un échantillon de 4000 panélistes représentatifs de la population française de 18 à 70 ans. Lors de leur recrutement, les répondants n'étaient pas informés du thème de l'enquête. La représentativité est assurée par le respect de quotas nationaux sur les critères du sexe, de l'âge, des CSP, d'un découpage du territoire national en 5 grandes régions et 5 classes de tailles d'agglomérations, ainsi que du niveau de diplômes. Un redressement a été appliqué aux données brutes pour assurer un ajustement fin de l'échantillon final aux quotas nationaux.

Afin de ne pas influencer les réponses, les questions relatives aux « gilets jaunes » (dont les questions d'identification) n'ont été abordées que dans la dernière partie du questionnaire.

### LA PÉNÉTRATION DU MOUVEMENT DANS LA POPULATION

Le questionnaire de l'enquête a abordé l'identification des « gilets jaunes » selon différents angles.

Le premier est purement déclaratif, au travers de la question : « Vous qualifiez-vous de « gilets jaunes » ? ». 49 % de l'ensemble des personnes ayant participé à l'enquête ont répondu « oui ».

Chaque répondant (base totale) a ensuite été invité à préciser s'il avait personnellement pris part au mouvement des « gilets jaunes » à partir d'une liste de 7 catégories d'actions<sup>2</sup>, allant du blocage de péages ou d'accès à la participation active sur les réseaux sociaux. 22 % des Français interrogés ont déclaré avoir participé à au moins 1 action. Nous les qualifions de « gilets jaunes » impliqués ou actifs, en opposition aux personnes s'étant qualifiées de « gilets jaunes » mais n'ayant participé à aucune action (soit 27 % de l'ensemble des répondants). Les « gilets jaunes » impliqués ont ensuite été répartis en trois catégories selon le nombre de catégories d'actions auxquelles ils auraient participé : les « très impliqués » (participation à 3 catégories d'actions ou plus), les « plutôt impliqués » (2 catégories d'actions) et les « peu impliqués » (1 catégorie d'actions).

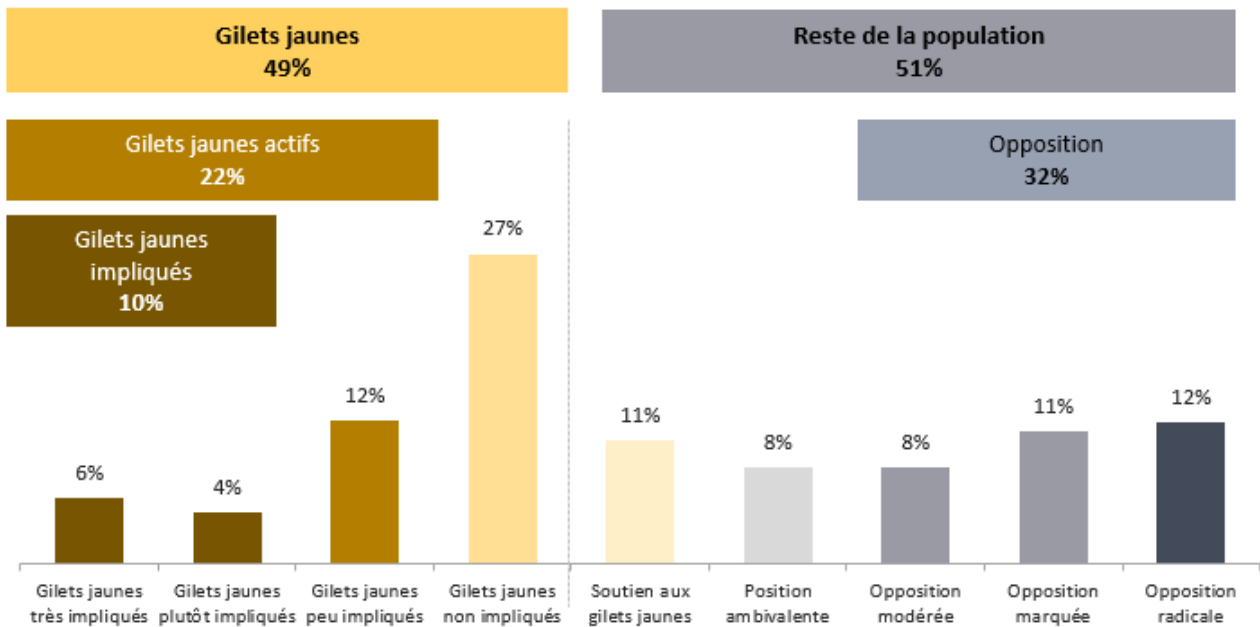
Les personnes ne se qualifiant pas comme « gilets jaunes » ont été invitées à évaluer leur degré d'adhésion ou d'opposition au mouvement au travers d'une note allant de 0 à 10, 10 signifiant un soutien total et 0 une opposition totale. 11 % des personnes interrogées sont ainsi apparues comme des soutiens au mouvement (note égale ou supérieure à 6), 32 % s'y opposent (dont 12 % de manière radicale (note = 0)). Entre les deux, 8 % ayant choisi la moyenne (5/10), ont été considérés comme ayant une position ambivalente à l'égard du mouvement.

Il a également été demandé à l'ensemble des personnes n'étant pas des « gilets jaunes » d'indiquer quel était le niveau de soutien ou d'opposition au mouvement « au moment de son démarrage » (fin novembre 2018). Même s'il ne s'agit pas d'une mesure rigoureuse du soutien à l'origine du mouvement (car la question, posée fin janvier, fait appel à la mémoire des répondants), les réponses donnent une idée de l'évolution de l'opinion à l'égard du mouvement et renseignent sur le profil des personnes dont la position a évolué. Comme les sondages au fil de l'eau l'ont montré, le soutien au mouvement a reculé. La note moyenne d'adhésion est passée de 5,4 à 3,3/10, avec à la fois une forte baisse des soutiens radicaux (de 15 % à 5 %) et des soutiens modérés (de 37 à 16 %) et une forte hausse des oppositions radicales (de 16 % à 35 %). Si 31 % des répondants n'ont pas modifié leur note, 25 % l'ont dégradée d'un ou de deux points, contre seulement 3 % qui l'ont relevée d'un ou de deux points. 25 % des répondants sont passés d'une note supérieure à la moyenne à une note

<sup>2</sup> dont une catégorie « autre » qui a ensuite été retirée de l'analyse.

inférieure à la moyenne, et donc du soutien à l'opposition. Si le profil des personnes ayant renforcé leur soutien au « gilets jaunes » est déformé au profit des jeunes (des habitants des métropoles et des diplômés de niveau supérieur à bac+2), celui de ceux qui ont révisé à la baisse leur note et/ou sont passés du soutien à l'opposition fait apparaître une sur-représentation des classes d'âge les plus avancées.

Le tableau ci-dessous récapitule la répartition des personnes ayant participé à l'enquête dans les différents groupes de la typologie qui nous servira de filtre tout au long de ce rapport pour l'analyse des résultats.



Source : L'ObSoCo, 2019

## LES PROFILS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

### LE GENRE, L'ÂGE ET LA SITUATION FAMILIALE

Si la répartition hommes/femmes de la population des « gilets jaunes » est conforme à celle de la population française, on note une franche sur-représentation des hommes parmi les « gilets jaunes » les plus impliqués (59 % chez les très impliqués). On retrouve une sur-représentation (moins marquée) des hommes parmi les opposants radicaux aux « gilets jaunes » (55 %). Les femmes sont plus nombreuses parmi les opposants modérés et les personnes en position ambivalente par rapport au mouvement.

L'effet d'âge est modeste et se concentre sur les « gilets jaunes » impliqués, qui affichent un léger déficit des moins de 35 ans et du coup affichent un âge moyen autour de 47 ans (44 ans pour l'ensemble de la population). On observe, à l'inverse, une forte sur-représentation des moins de 35 ans (en particulier les 25-34 ans) parmi les soutiens des « gilets jaunes » (âge moyen = 42 ans), ainsi que parmi les personnes qui expriment une position ambivalente (43 ans). Il n'y a pas d'effet d'âge notable dans la population des opposants.

La décomposition de la population des « gilets jaunes » selon la taille du foyer ne se démarque pas significativement de celle de l'ensemble de la population. Tout au plus note-t-on un léger déficit de personnes seules, associé à une sur-représentation des familles monoparentales (8 % contre 6,6 % dans l'ensemble de l'échantillon). De même, on observe peu de saillances dans la décomposition de la population des sympathisants et dans celle des opposants.

## LA GÉOGRAPHIE DU MOUVEMENT

A l'échelle des grandes zones géographiques, on note un déficit des habitants de la région parisienne parmi les « gilets jaunes » impliqués (13 % contre 19 % pour l'ensemble de la population), mais qui disparaît parmi les « gilets jaunes » peu ou pas impliqués. En contrepartie, les habitants du Sud-Ouest sont sur-représentés parmi les « gilets jaunes » impliqués. Cette maille géographique est peu discriminante concernant les soutiens et les opposants.

L'analyse par tailles d'agglomérations confirme la nette sous-représentation des habitants de l'agglomération parisienne parmi les « gilets jaunes » impliqués (elle est moins marquée parmi les « gilets jaunes » peu ou pas impliqués). Si le poids des habitants des communes rurales parmi les « gilets jaunes » est conforme à celui de l'ensemble de la population française, celui des habitants des agglomérations de tailles petites et moyennes (de 2 000 à 100 000 habitants) est plus important, en particulier chez les « gilets jaunes » impliqués. A l'inverse, les soutiens des « gilets jaunes » sont relativement plus représentés dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants et dans l'agglomération parisienne. La géographie de l'opposition au mouvement, selon cette maille territoriale, ne se distingue pas massivement de celle de l'ensemble de la population. Tout au plus note-on une légère sur-représentation des habitants des grandes agglomérations (contrebalancée par une sous-représentation de ceux des petites agglomérations et des communes rurales) parmi les opposants marqués et radicaux.

Le zonage en aires urbaines de l'INSEE ne révèle pas de clivages marqués. On retrouve la sous-représentation de Paris intra-muros parmi les « gilets jaunes » (et, dans une moindre mesure, parmi leurs soutiens), contrebalancée par sa sur-représentation parmi les opposants. Le poids des habitants des villes centres des 11 plus grandes métropoles de province parmi les « gilets jaunes » n'est que légèrement plus faible que celui observé au niveau national. Ils sont par contre significativement sur-représentés parmi les soutiens, mais aussi parmi les opposants radicaux. La position par rapport au mouvement des habitants des couronnes périurbaines des grandes aires urbaines, mais aussi des petites et moyennes aires urbaines et des communes multipolarisées, ne se distingue pas sensiblement de celle des Français dans leur ensemble.

Pour faire apparaître des clivages plus tranchés sur le plan spatial entre les « gilets jaunes » et les autres composantes de la population, il est nécessaire d'adopter un maillage plus fin, tant les découpages géographiques adoptés jusque-là sont susceptibles de recouvrir des réalités contrastées à des micro-échelles<sup>3</sup>. Nous sommes donc partis de la commune de résidence de chaque répondant, que nous avons caractérisée à partir des données INSEE sur le plan du niveau de vie, du taux de chômage, de la croissance démographique et de celle de l'emploi, ce quelle que soit sa région d'appartenance, sa taille ou sa position par rapport au zonage en aires urbaines de l'INSEE.

Il ressort que les « gilets jaunes » impliqués tendent à vivre dans des communes où le niveau de vie est plus faible que pour celles où vivent l'ensemble des répondants. Par exemple, 57 % des « gilets jaunes » significativement impliqués vivent dans des communes qui rassemblent la moitié de la population française la plus pauvre (50 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon). Ce trait, qui est partagé mais de manière moins marquée par les sympathisants des « gilets jaunes », ne se retrouve pas parmi les « gilets jaunes » non impliqués. A l'inverse, 55 % des opposants aux « gilets jaunes » vivent dans des communes appartenant à l'ensemble qui rassemble les 50 % de la population les plus aisés.

La relation avec le taux de chômage est plus marquée encore, mais ne concerne que les « gilets jaunes » significativement impliqués. En effet, alors que 48 % de l'ensemble des répondants vivent dans les communes

<sup>3</sup> Par exemple, la présence de Versailles et de Melun dans la couronne périurbaine de l'aire urbaine de Paris.

qui rassemblent les 50 % de la population exposés aux plus forts taux de chômage, cette part s'élève à 60 % pour les « gilets jaunes » significativement impliqués, mais tombe à 44 % pour les opposants.

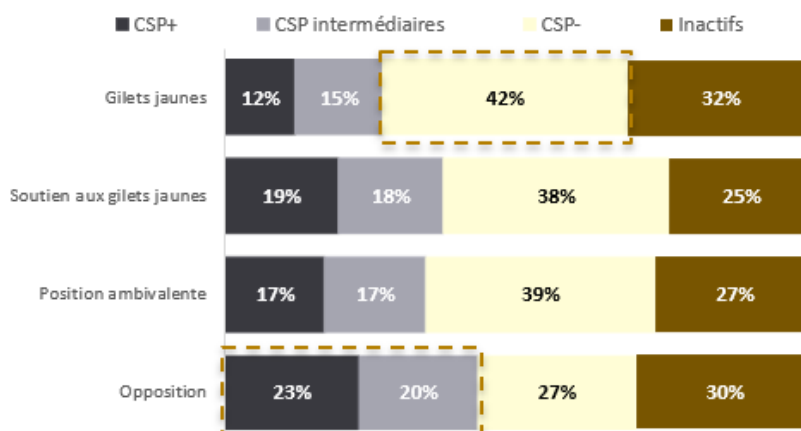
On n'observe pas de relation simple entre la position des individus par rapport au mouvement des « gilets jaunes » et, à la fois, la croissance démographique et celle du nombre d'emplois dans la commune de résidence.

### STATUT D'ACTIVITE, CSP ET NIVEAU DE DIPLÔME

La structure par statuts d'activité de la population des « gilets jaunes » se différencie significativement selon le degré d'implication dans le mouvement. Ainsi, les « gilets jaunes » très ou plutôt impliqués affichent-ils une sur-représentation des demandeurs d'emploi (13 % contre 9 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon). Les retraités et préretraités sont quant à eux surreprésentés parmi les « gilets jaunes » non impliqués. De manière générale, les retraités et préretraités « gilets jaunes » ou soutiens des « gilets jaunes » se distinguent assez nettement des retraités et préretraités rangés du côté des opposants par un niveau de vie moyen significativement plus bas. Le déficit d'élèves et d'étudiants traverse toutes les catégories de « gilets jaunes ». On retrouve le poids relativement important des demandeurs d'emploi parmi les soutiens aux « gilets jaunes », qui comptent aussi une proportion supérieure à la moyenne d'élèves et d'étudiants.

Les CSP- représentent 42 % des « gilets jaunes », contre 36 % dans l'ensemble de la population. Cette proportion culmine à 47 % parmi les « gilets jaunes » très impliqués, du fait en particulier d'une proportion d'ouvriers parmi les « gilets jaunes » significativement impliqués qui est près du double de celle observée au niveau national (jusqu'à 21 % parmi les « gilets jaunes » très impliqués contre 11 %). Les artisans, commerçants et chef d'entreprises de moins de 10 salariés sont également sur-représentés parmi les « gilets jaunes » significativement impliqués. Les « gilets jaunes » peu ou pas impliqués font plutôt ressortir une sur-représentation des employés. Les CSP- sont à l'inverse sous-représentées parmi les opposants au mouvement (28 %), et notamment parmi les opposants radicaux (21 % et seulement 27 % d'employés contre 40 % au niveau national) qui affichent à l'inverse une forte sur-représentation des CSP+ (28 % contre 17 % à l'échelle de l'ensemble de la population). Un déséquilibre apparaît à l'échelle des CSP intermédiaires entre les techniciens, contremaîtres et agents de maîtrises, sur-représentés parmi les « gilets jaunes » (en particulier les très impliqués) et les professions intermédiaires « tertiaires » davantage présentes parmi les opposants.

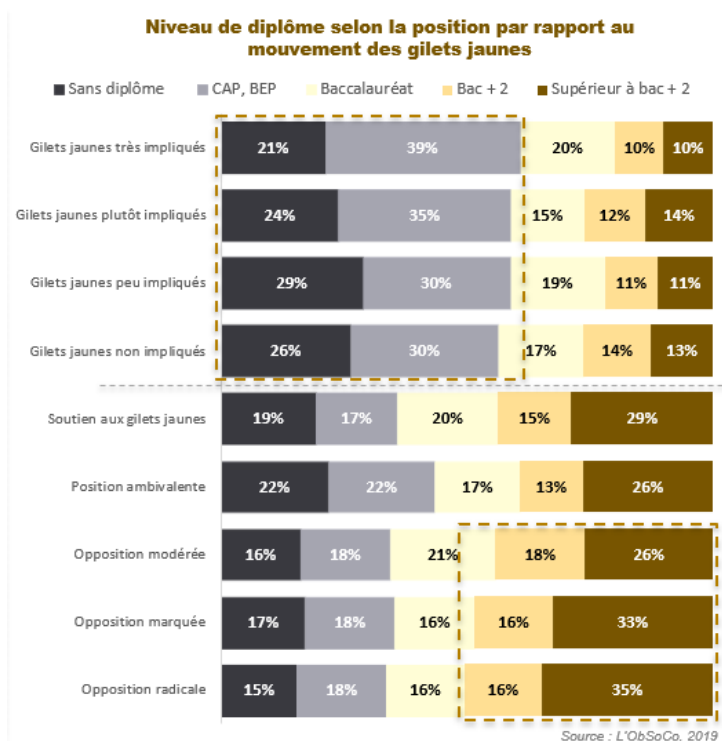
**CSP selon la position par rapport au mouvement des gilets jaunes**



Source : L'ObSoCo, 2019

La structure de la population des « gilets jaunes » selon le statut d'emploi ne se démarque pas significativement de celle de l'ensemble de la population active. Les opposants (notamment les radicaux) sont un peu moins nombreux à déclarer un statut précaire (CDD, intérim, stage ou intermittence) mais affichent une sur-représentation des indépendants/freelance/autoentrepreneurs.

Sur le plan du niveau de diplôme, l'élément le plus marquant est la très forte surreprésentation des niveaux CAP/BEP parmi les « gilets jaunes » impliqués (38 % contre 25 % pour l'ensemble de la population), compensée par un fort déficit au niveau des diplômés du supérieur, et particulièrement des Bac+2 et plus (12 % contre 21 %). On retrouve ce déséquilibre, mais de manière moins marquée, parmi les « gilets jaunes » peu ou pas impliqués. La structure par niveau de diplôme des soutiens au « gilets jaunes » est plus proche de la structure nationale, avec cependant un déficit des peu diplômés et une sur-représentation des Bac+2 (29 %). Les opposants ont un profil plus marqué, et d'autant plus que se renforce le niveau d'opposition. Ainsi, le poids des Bac+2 et plus atteint 35 % parmi les opposants radicaux.



Les personnes exerçant un métier les rattachant à la notion de « classe créative »<sup>4</sup> (18 % de la population) se répartissent de manière assez neutre entre les différentes postures à l'égard du mouvement. Elles sont toutefois légèrement sur-représentées parmi les opposants (24 %).

<sup>4</sup> Métiers des arts et de la culture, de la communication, de la publicité et des médias, de l'ensemble, de la recherche, des études et du conseil, de l'informatique et du web.



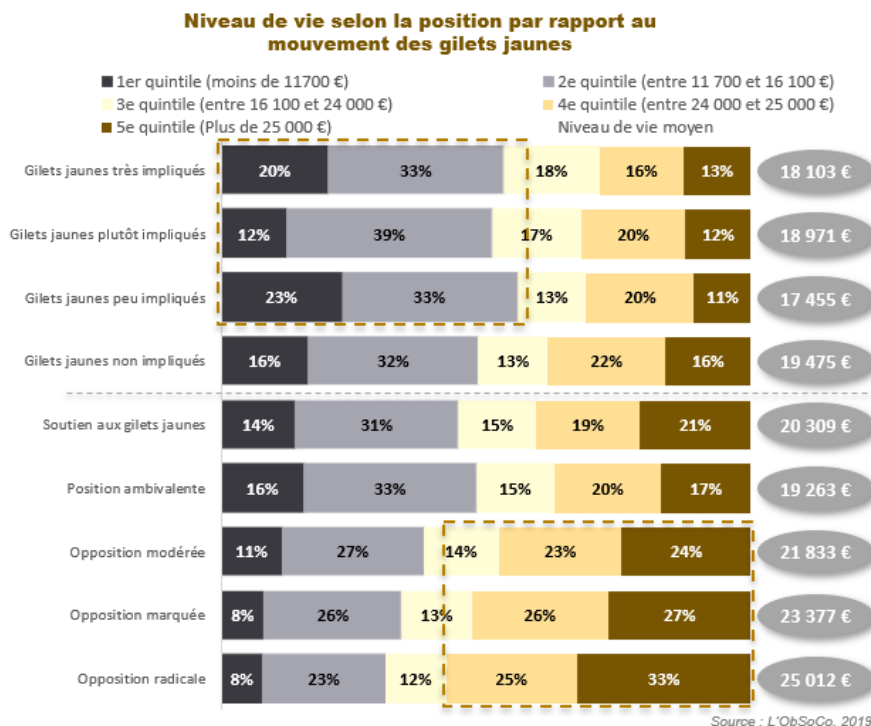
## LE NIVEAU DE VIE, LE RESSENTI DE SON ÉVOLUTION ET LA CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

### LE NIVEAU DE REVENU

50 % des « gilets jaunes » déclarent un revenu mensuel du foyer inférieur à 2500 €, contre 46 % pour l'ensemble de la population. Si l'écart est modeste, il devient plus substantiel pour certaines sous-catégories. Ainsi, cette proportion s'élève à 58 % parmi les gilets jaunes peu impliqués, où l'on trouve d'ailleurs 25 % de personnes déclarant un revenu inférieur à 1500 €. Ces très bas revenus sont également sur-représentés parmi les « gilets jaunes » très impliqués (25 %). Les sympathisants affichent une structure de revenu très proche de celle de l'ensemble de la population. Celle caractérisant les opposants est biaisée en faveur des hauts et très hauts revenus.

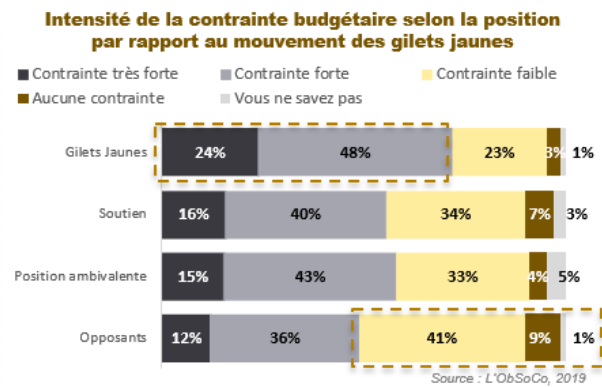
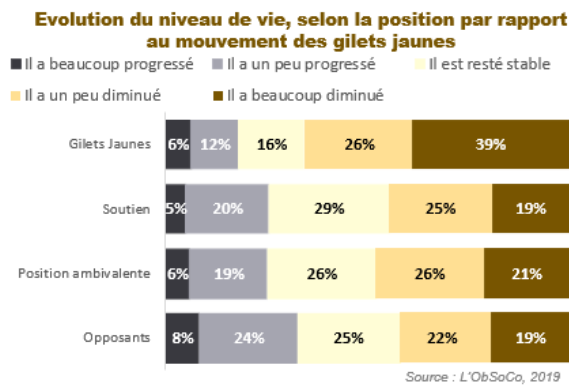
### LE NIVEAU DE VIE

Le niveau de revenu n'est qu'un indicateur imparfait du niveau de vie des ménages, lequel, à revenu par tête donné, dépend de la composition de la famille. La mesure du « niveau de vie » définie par les standards internationaux consiste à diviser le revenu du ménage par le nombre d'unités de consommation qui le composent, selon une échelle donnant 1 unité au premier adulte, 0,5 unité à chacune des autres personnes de plus de 14 ans et 0,3 unité à chaque enfant de moins de 14 ans. Sur cette base, les répondants à l'enquête ont été classés en quintiles de niveau de vie. Les écarts entre nos différentes catégories sont plus marqués que sur le critère du revenu. Ainsi 51 % des « gilets jaunes » appartiennent aux deux premiers quintiles, contre 45 % pour l'ensemble de l'échantillon, et seulement 14 % au cinquième quintile (vs 20 %). Ces chiffres sont tirés vers la moyenne par les « gilets jaunes » non impliqués, les « gilets jaunes » impliqués étant davantage polarisés autour des premiers quintiles de niveau de vie. Alors que la population des soutiens aux « gilets jaunes » affiche un profil proche de celui de l'ensemble de la population, celui des opposants est clairement biaisé en faveur des tranches élevées de niveaux de vie et cela de manière croissante avec le niveau d'opposition. Ainsi seulement 31 % des opposants radicaux sont classés dans les deux premiers quintiles, alors qu'ils sont 33 % dans le cinquième.



## L'ÉVOLUTION RESENTIE DU NIVEAU DE VIE

66 % des « gilets jaunes » estiment que leur niveau de vie a diminué par rapport à il y a 5 ans, dont 39 % « beaucoup ». Pour l'ensemble de la population, ces proportions sont respectivement de 54 % et 29 %. Le sentiment de recul du niveau de vie est fortement lié au degré d'implication dans le mouvement : 45 % de « gilets jaunes » très impliqués expriment un niveau de vie en forte diminution, contre 36 % pour les « gilets jaunes » non impliqués. On notera cependant que la proportion de « gilets jaunes » déclarant un niveau de vie en forte augmentation – qui n'est que de 7 % - est très proche de celle observée à l'échelle de l'ensemble des répondants. Le profil des sympathisants par rapport au ressenti de la dynamique du niveau de vie est très différent puisqu'ils sont moins nombreux que dans l'ensemble de la population à ressentir une baisse de leur niveau de vie (43 % dont 19 % « beaucoup »). De même, seuls 42 % des opposants aux « gilets jaunes » expriment le ressenti d'un recul du niveau de vie, et cette part tombe à 36 % parmi les opposants radicaux.



## L'INTENSITÉ DU RESENTI DE LA CONTRAINTE BUDGÉTAIRE

Les « gilets jaunes » se démarquent également de la population dans son ensemble par une proportion plus importante de personnes déclarant ressentir une forte contrainte budgétaire. Ainsi, 24 % des « gilets jaunes » disent être souvent à découvert et être contraints de financer certaines dépenses à crédit ou en piochant dans leur épargne (17 % pour l'ensemble de l'échantillon), auxquels s'ajoutent les 48 % qui déclarent être obligés de bien contrôler leurs dépenses pour éviter le découvert en fin de mois (43 %). Les « gilets jaunes » non impliqués sont, dans l'ensemble, dans une situation budgétaire plus favorable. Les « gilets jaunes » impliqués, quel que soit leur niveau d'implication, affichent en moyenne une contrainte budgétaire plus sévère. Ainsi, parmi les « gilets jaunes » significativement impliqués, 27 % se classent dans la situation la plus critique et 46 % se disent obligés de bien contrôler leurs dépenses. La situation des sympathisants est proche de celle de l'ensemble de la population. Par contre, les opposants apparaissent, dans leur ensemble, comme exposés à une contrainte budgétaire moins forte, en particulier les opposants radicaux dont 44 % disent parvenir à boucler leur budget sans trop se contraindre sur leurs dépenses (31 % pour l'ensemble) et 12 % dépenser sans trop contrôler leurs comptes (6 %).

## LE CADRE DE VIE

### LE STATUT D'HABITATION

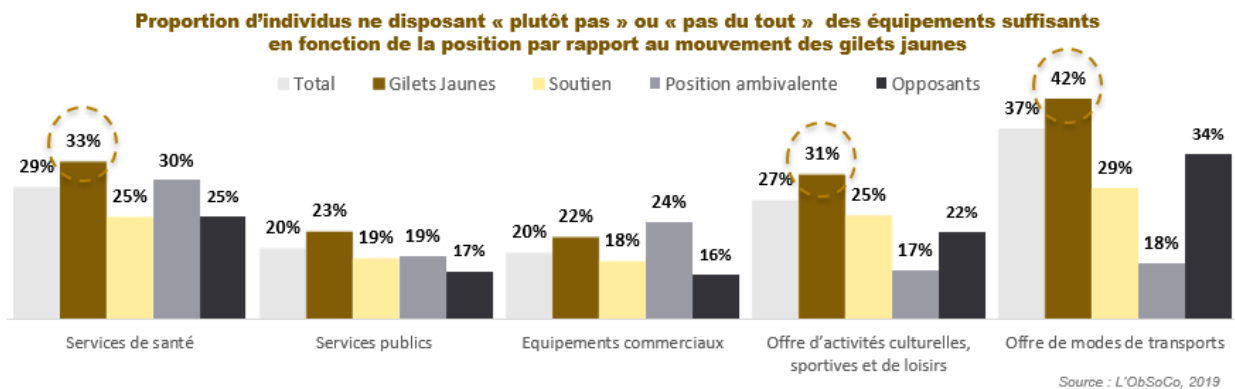
La répartition des « gilets jaunes » selon le statut d'habitation ne se démarque pas sensiblement de celle mesurée à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon. Dans le détail, cependant, on note un déficit de propriétaires parmi les « gilets jaunes » impliqués (48 % contre 53 %) couplé à une surpondération des locataires du secteur privé (30 % contre 23 %). 21 % des « gilets jaunes » peu impliqués sont locataires du parc social (contre 15 %). Le déficit de propriétaires est également perceptible parmi les soutiens aux « gilets jaunes » et les personnes

ambivalentes par rapport au mouvement, alors que la proportion de propriétaires est supérieure à la moyenne parmi les opposants, en particulier les opposants radicaux (62 %).

### L'ACCÈS AUX SERVICES

Les personnes ayant participé à l'enquête ont été invitées à indiquer dans quelle mesure elles estimaient l'offre à leur lieu de vie d'un certain nombre de services comme suffisante pour répondre à l'essentiel de leurs besoins éventuels. L'opinion des « gilets jaunes » en la matière est légèrement moins favorable que celle de l'ensemble des répondants. Par exemple, 33 % des « gilets jaunes » trouvent insuffisante l'offre de services de santé (contre 28 % pour l'ensemble de l'échantillon) et 42 % celle de modes de transport (contre 37 %). L'appréciation des « gilets jaunes » significativement impliqués ne se démarque sensiblement de celle des moins impliqués que pour ce qui est des services de santé et des services publics. Comme on pouvait s'y attendre, les opposants portent dans l'ensemble une opinion plus favorable sur le niveau d'équipement de leur cadre de vie.

Ce sont les soutiens aux « gilets jaunes » et les personnes en position ambivalente par rapport au mouvement qui se montrent les plus satisfaites à l'égard du niveau d'équipement de leur cadre de vie, en particulier pour ce qui concerne les services de santé et les transports.



### LE DÉSIR DE VIVRE AILLEURS

57 % des Français interrogés affirment qu'ils aimeraient, idéalement, aller vivre ailleurs (dont 25 % beaucoup). C'est à peine un peu plus parmi l'ensemble des « gilets jaunes » (59 % dont 30 %), mais cette part progresse avec le degré d'implication dans le mouvement pour culminer à 67 % (dont 37 %) parmi les « gilets jaunes » très impliqués. Les soutiens aux « gilets jaunes » sont également relativement nombreux à désirer vivre ailleurs (61 %, dont 24 %), alors que les opposants sont en léger retrait (54 % dont 22 %).

Parmi les personnes ayant exprimé le désir de vivre ailleurs, 25 % souhaiteraient vivre dans une petite ville ou un village se situant dans la périphérie d'une grande ville. Cette part tombe à 16 % pour les « gilets jaunes » très ou plutôt impliqués, dont les lieux de vie idéaux sont très éclatés, avec une légère sur-représentation de l'habitat isolé à la campagne.

### L'USAGE CONTRAINT DE LA VOITURE

43 % des personnes interrogées déclarent à la fois utiliser quotidiennement leur voiture et n'avoir pas accès à d'autres modes de transport. La part de ces « prisonniers » de la voiture n'est que légèrement plus élevée parmi les « gilets jaunes » (47 %), mais atteint jusqu'à 50 % pour les « gilets jaunes » très impliqués. Les soutiens aux « gilets jaunes », comme leurs opposants, se distinguent par une légère sous-représentation de ces prisonniers de la voiture. Ces constats s'appliquent aux kilométrages annuels déclarés par les répondants. Les « gilets jaunes » ne se distinguent pas sur plan significativement de l'ensemble des répondants. Le kilométrage moyen des « gilets jaunes » significativement impliqués ne dépasse que très légèrement la référence et on

n'observe pas parmi eux une proportion supérieure de gros kilométrage (plus de 20 000 ou même plus de 40 000 km par an).

Le mouvement des « gilets jaunes » est né en réaction à l'augmentation des taxes sur le carburant, lesquelles, conjuguées aux effets de la hausse des cours du pétrole, étaient de nature à impacter significativement le budget des « prisonniers de la voiture » à revenus modestes. Le croisement de l'usage quotidien de la voiture, de l'absence d'alternative et du niveau de vie inférieur au premier quartile correspond à 5 % de la population interrogée et cette part monte à 16 % si l'on prend comme seuil le deuxième quartile de niveau de vie. Ces prisonniers de la voiture à revenus modestes sont proportionnellement plus nombreux parmi les « gilets jaunes » (respectivement 8 % et 20 %), tout en restant très minoritaires. Ils sont un peu plus nombreux parmi les « gilets jaunes » actifs que parmi les non impliqués. Ces parts ne sont que de 3 % et 10 % parmi les opposants.

78 % des personnes interrogées ont déclaré disposer de la totalité des points attachés à leur permis de conduire. Cet ordre de grandeur se retrouve peu ou prou au sein de l'ensemble des catégories étudiées, excepté chez les « gilets jaunes » très impliqués où elle n'est que de 68 %, 8 % des individus de ce groupe ayant même perdu plus de 4 points, soit le double de la proportion observée sur l'ensemble de l'échantillon.

## LES OPINIONS

### L'ORIENTATION POLITIQUE

La répartition des « gilets jaunes » selon leur sensibilité politique, quoique proche de celle de l'ensemble de la population, fait apparaître un biais en faveur des extrêmes (gauche et droite) ainsi que de l'ensemble des personnes ne se reconnaissant dans aucune tendance. Ce biais est compensé par une sous-représentation des sympathisants de la droite et, plus encore, du centre. Ces écarts s'amplifient avec le degré d'engagement dans le mouvement. Ainsi, 15 % des « gilets jaunes » très impliqués se positionnent « très à droite » (8 % dans l'ensemble de l'échantillon), alors que la part des sympathisants de droite tombe à 7 % (13 %) et celle des personnes proches des mouvements écologistes à moins de 3 % (5 %).

Le profil politique des soutiens aux « gilets jaunes » se distingue par une surreprésentation des personnes de gauche ou proches des mouvements écologistes, le poids des personnes très à droite se rapprochant de la moyenne.

Les extrêmes sont nettement sous-représentés parmi les opposants aux « gilets jaunes », à l'inverse des personnes se situant au centre et à droite.

67 % des Français interrogés déclarent leur accord avec la proposition « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible » (dont seulement 18 % de « tout à fait d'accord »). Cette part tombe à 62 % chez les « gilets jaunes », et diminue régulièrement avec l'intensité de l'engagement dans le mouvement, jusqu'à 56 % parmi les « gilets jaunes » très impliqués (qui sont même 17 % à déclarer ne pas être du tout d'accord avec cette proposition). Les soutiens aux « gilets jaunes » et les personnes en position ambivalente par rapport au mouvement affichent une distribution des opinions similaires à celle de l'ensemble de l'échantillon. Par contre, les opposants au mouvement se montrent beaucoup massivement favorables à la démocratie et de manière croissante avec le degré d'opposition (81 % par les opposants radicaux dont 32 % de « tout à fait d'accord »)

**Orientation politique en fonction de la position par rapport au mouvement des gilets jaunes**

	France	Très impliqués	Plutôt impliqués	Peu impliqués	Pas impliqués	Soutien aux gilets jaunes	Position ambivalente	Opposition modérée	Opposition marquée	Opposition radicale
Très à gauche	3%	5%	7%	5%	2%	4%	4%	2%	1%	1%
A gauche	14%	18%	13%	13%	16%	17%	11%	13%	14%	10%
Au centre	9%	6%	6%	4%	6%	7%	8%	7%	16%	21%
A droite	13%	7%	9%	8%	11%	11%	8%	14%	24%	22%
Très à droite	8%	15%	7%	11%	8%	8%	6%	4%	6%	7%
Proches des mouvements écologistes	5%	3%	6%	5%	5%	6%	5%	9%	3%	3%
Je ne me reconnais dans rien	40%	37%	45%	44%	43%	41%	47%	42%	29%	31%
Je refuse de répondre	8%	9%	8%	9%	8%	7%	11%	9%	7%	6%

Source : L'ObSoCo, 2019

## LES VALEURS

A partir d'une question invitant les répondants à évaluer l'importance qu'ils accordent à 13 items dans la manière dont ils vivent leur vie, une typologie des répondants a été construite autour de 6 registres, que l'on est tenté de qualifier de « valeurs ». Les « gilets jaunes », lorsqu'ils sont pris globalement, se démarquent peu de l'ensemble de la population. Dans le détail, les « gilets jaunes » peu ou plutôt impliqués se distinguent par une sur-représentation des personnes associées au matérialisme<sup>5</sup>. A l'exception des « gilets jaunes » non impliqués, les « gilets jaunes » sont légèrement moins portés vers la rassurance<sup>6</sup> que l'ensemble de la population. Mais le point plus marquant réside dans la franche sur-représentation parmi les « gilets jaunes » significativement impliqués des personnes orientées vers la solidarité<sup>7</sup> (33 % vs 26 % sur l'ensemble de l'échantillon).

Les soutiens des « gilets jaunes » ne se démarquent pas de l'ensemble de la population sur le plan des valeurs. De leur côté, les opposants (et parmi eux, plus particulièrement les radicaux) font montre d'un léger biais en faveur de la rassurance, de la reliance<sup>8</sup>, et de la réalisation personnelle<sup>9</sup> compensant un déficit sur le plan de la solidarité.

## LA SENSIBILITÉ AUX QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

81 % des « gilets jaunes » se déclarent préoccupés par les questions environnementales et écologiques (dont 24 % « très »), soit une proportion équivalente à celle observée sur l'ensemble de l'échantillon. Les « gilets jaunes » ne se démarquent pas non plus de l'ensemble de la population pour ce qui est de l'intégration des enjeux environnementaux dans les comportements de consommation. La combinaison de ces deux indicateurs fait cependant ressortir des « gilets jaunes » très impliqués associés à une légère sur-représentation des personnes à faible sensibilité environnementale (24 % contre 19 % dans l'ensemble de l'échantillon).

## LE RAPPORT AU MONDE

Un certain nombre de questions d'opinion visaient à cerner le type de rapport que les répondants entretiennent à la modernité et, plus généralement, à la marche du monde. Le recodage des réponses a permis de les répartir

<sup>5</sup> Items « la réussite sociale », et « le confort matériel ».

<sup>6</sup> Items « La sécurité », « éviter les risques inutiles ».

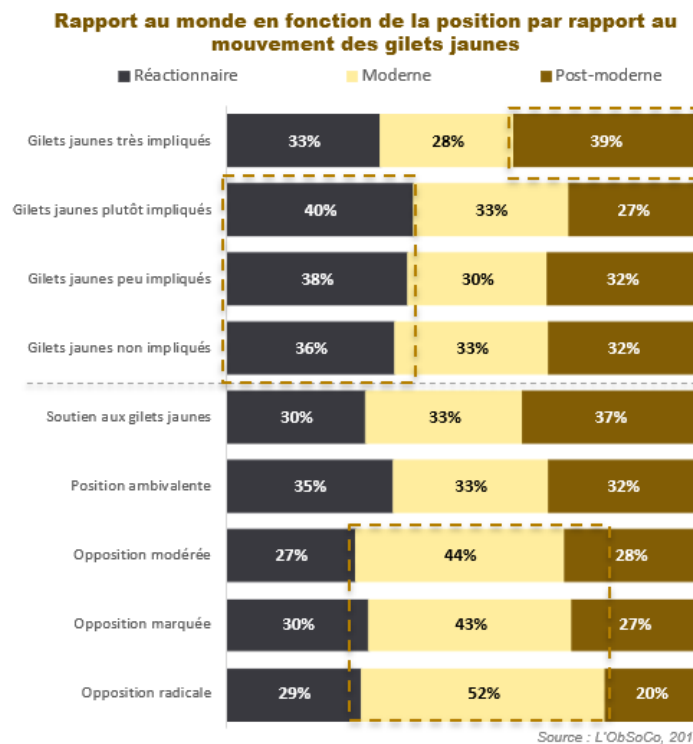
<sup>7</sup> Items « Le partage, la solidarité » et « l'engagement pour une cause, pour les autres ».

<sup>8</sup> Items « La famille », « L'amitié ».

<sup>9</sup> Items « la réalisation dans le travail », « l'épanouissement spirituel ».

en trois catégories : les modernes (personnes qui se sentent à l'aise dans la modernité), les post-modernes et les réactionnaires.

Prise dans son ensemble, la population des « gilets jaunes » se démarque assez peu selon cette typologie de la population d'ensemble. Tout au plus peut-on noter un léger déficit de modernes, dont résulte une faible sur-représentation à la fois des post-modernes et des réactionnaires. La décomposition des « gilets jaunes » selon leur niveau d'implication dans le mouvement fait apparaître des contrastes plus marqués. C'est parmi les « gilets jaunes » très impliqués que le déficit de modernes est le plus marqué (28 % vs 37 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon), au profit des post-modernes (39 % vs 30 %). Cette orientation post-moderne découle principalement de la mise en doute de la priorité qui doit être donnée à la croissance économique et de sa capacité à contribuer au bien-être collectif, mais aussi de la croyance (qu'ils partagent avec les réactionnaires) selon laquelle les générations futures vivront une vie moins heureuse que la leur (87 % dont 43 % de « tout à fait d'accord », vs 76 % dont 26 % pour l'ensemble de l'échantillon). Les « gilets jaunes » très impliqués sont également la catégorie de répondants dans l'ensemble la moins convaincue que le progrès technologique est bénéfique pour l'homme.



Ce sont les réactionnaires qui sont le plus sur-représentés parmi les autres catégories de « gilets jaunes ». Eux aussi sont plus pessimistes que la moyenne pour les générations futures. A plus de 80 %, ils estiment que notre société a pris trop de distance par rapport à la tradition. A près de 90 %, ils s'accordent sur l'idée qu'on ne reconnaît pas assez de droits aux victimes et ils sont sensiblement plus nombreux que dans l'ensemble de l'échantillon à considérer que la mondialisation fait perdre son identité à la France, et à rejeter l'idée que la diversité culturelle apportée par l'immigration est bénéfique au pays.

Les opposants aux « gilets jaunes » affichent une orientation moderne, qui va croissant avec le degré d'opposition. Ainsi, les opposants radicaux sont composés à 52 % de modernes, contre seulement 29 % de réactionnaires et 20 % de post-modernes. Ils affichent une foi élevée dans le progrès technologique, la science et la parole des scientifiques, sont moins pessimistes pour les générations futures et moins enclins dénoncer

la croissance économique, sont majoritairement convaincus que la mondialisation ne fait pas perdre son identité à la France et que l'immigration est bénéfique par l'apport au pays de la diversité culturelle.

**Rapport à l'altérité selon la position par rapport au mouvement des gilets jaunes**

% sous-total « Tout à fait d'accord » + « Plutôt d'accord »	Population française	Gilets Jaunes	Soutien	Position ambivalente	Opposants
Le progrès technologique est bénéfique pour l'Homme	71%	67%	70%	70%	78%
On ne peut pas faire confiance à la science	23%	27%	23%	27%	16%
On peut croire la parole des scientifiques	69%	64%	68%	72%	75%
On doit favoriser tous les progrès technologiques qui pourraient permettre d'allonger la durée de vie en bonne santé	82%	83%	79%	79%	82%
Se faire plaisir en consommant contribue au bonheur	72%	72%	71%	70%	72%
L'humanité est suffisamment raisonnable pour réussir à faire face avec succès aux défis qu'elle a à relever	35%	35%	41%	38%	33%
Les générations futures vivront une vie moins heureuse que les nôtres*	76%	82%	78%	75%	67%
On accorde trop d'importance à la croissance économique	68%	71%	71%	71%	62%
Les pays occidentaux sont responsables de beaucoup de difficultés que vit le monde	70%	71%	75%	69%	67%
La diversité culturelle apportée par l'immigration est bénéfique à la France	47%	39%	55%	51%	53%
Notre société a pris trop de distance par rapport à la tradition	76%	81%	72%	76%	69%
La croissance économique ne contribue pas au bien-être collectif	64%	69%	65%	61%	55%
Notre société accorde trop de droits aux individus et n'impose pas suffisamment d'obligations à l'égard de la collectivité	64%	62%	59%	60%	70%
La mondialisation ne fait pas perdre son identité à la France	43%	36%	43%	44%	53%
On ne reconnaît pas assez de droits aux victimes	84%	88%	85%	80%	77%
Le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible	67%	61%	66%	67%	77%

Source : L'ObSoCo, 2019

## LA CONFIANCE

Les répondants ont été invités à évaluer leur degré de confiance dans une quinzaine de catégories d'institutions ou d'acteurs. L'agrégation des réponses pour l'ensemble des catégories donne un score de propension générale à la confiance, qui a été discrétisé en trois niveaux (très faible, faible, forte)

La population des « gilets jaunes » se démarque par un déficit d'individus affichant une forte propension à la confiance (23 % contre 28 % sur l'ensemble de l'échantillon) compensé par une sur-représentation des personnes marquées par une très faible propension à la confiance (29 % contre 24 %). Ces traits sont plus marqués encore parmi les seuls « gilets jaunes » significativement impliqués (respectivement 21 % et 32 %). Les opposants – les opposants radicaux en particulier –, sont beaucoup plus enclins à accorder leur confiance : 37 % sont associés à une forte propension générale à la confiance (39 % parmi les radicaux) et seulement 16 % à une très faible.

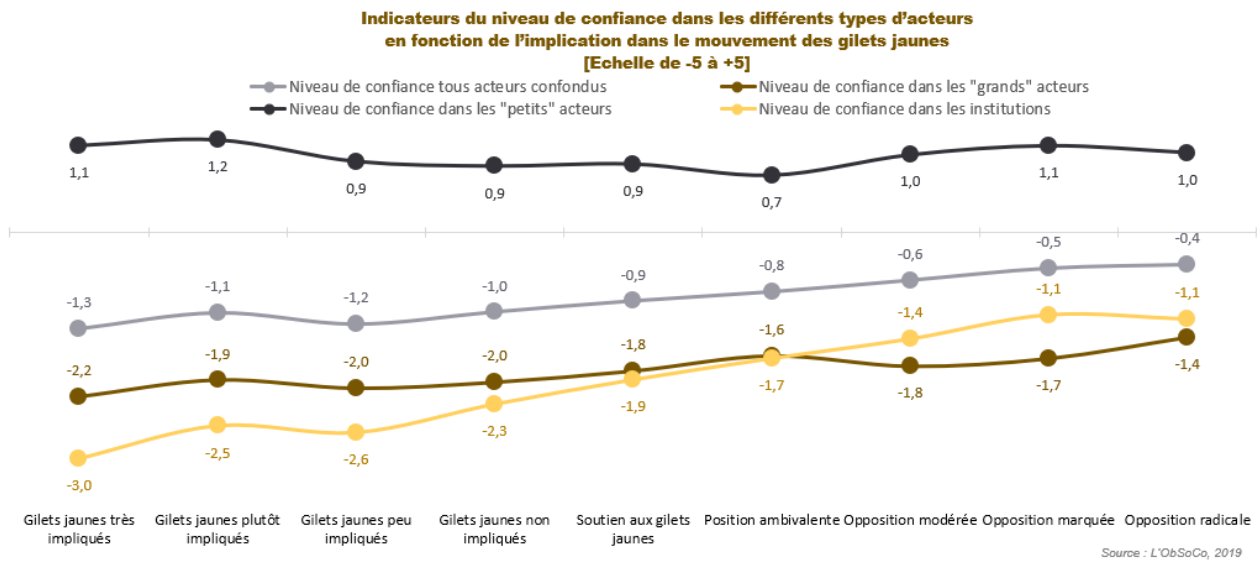
La défiance des « gilets jaunes » est particulièrement forte concernant les institutions<sup>10</sup>. 63 % des « gilets jaunes » affichent un très faible niveau de confiance à leur égard (vs 52 % sur l'ensemble de l'échantillon), une part qui progresse avec le degré d'engagement dans le mouvement et qui culmine chez les « gilets jaunes » très impliqués à 74 %. Un contraste saisissant avec les opposants, chez qui cette proportion n'est que de 35 %. Cet écart provient pour une large part d'une posture très différenciée 1) à l'égard de l'Union Européenne dont se défient 77 % des « gilets jaunes » (jusqu'à 83 % chez les très impliqués), contre « seulement » 52 % de leurs opposants (un peu moins de 50 % parmi les opposants radicaux) et 2) à l'égard de la justice dont se défient 65 % des « gilets jaunes » (et 75 % des « gilets jaunes » très ou plutôt impliqués) alors que c'est la confiance qui

<sup>10</sup> Regroupement des partis politiques, des élus locaux, de l'Union Européenne, de la justice et des médias

l'emporte parmi les opposants (57 %). On retiendra également que plus d'un « gilet jaune » impliqué sur deux dit ne pas avoir du tout confiance dans les médias...

A l'échelle de l'ensemble de l'échantillon, ce sont les grands acteurs de l'économie<sup>11</sup> qui décrochent la palme de la défiance, avec 58 % des répondants associés à un très faible niveau de confiance. Les « gilets jaunes » se montrent là aussi plus défiant encore (61 %), même si l'écart avec l'ensemble des répondants est moins marqué que pour les institutions, mais concerne avec à peu près la même intensité l'ensemble des catégories de « gilets jaunes ». Cette défiance à l'égard des grands acteurs de l'économie se retrouve chez les soutiens des « gilets jaunes », mais aussi chez leurs opposants, de manière à peine atténuée en particulier chez les opposants radicaux (seulement 28 % leur accordent une confiance forte ou très forte, contre 20 % à l'échelle de l'ensemble des répondants).

Si les institutions et les grandes entreprises appellent la défiance, les « petits acteurs »<sup>12</sup>, qui s'inscrivent davantage dans le « similaire » et l'« horizontal », recueillent la confiance de 76 % des répondants et un peu plus encore de la part des « gilets jaunes » significativement impliqués. Les opposants au mouvement se montrent eux aussi très enclins à accorder leur confiance aux petits acteurs.



## LE RAPPORT À LA CONSOMMATION

### CONSOMMER PLUS ?

Le questionnaire comporte une question abordant le rapport général que le répondant entretient avec la consommation : satisfaction à l'égard de sa manière de consommer, désir de consommer plus, volonté de consommer mieux. La distribution des « gilets jaunes » à l'égard de ces postures ne se distingue pas significativement de celle de l'ensemble de l'échantillon : ils sont 27 % à avoir choisi « je voudrais pouvoir consommer plus », contre 24 % pour l'ensemble des répondants. Cette part – qui peut exprimer tout à la fois

<sup>11</sup> Regroupement des enseignes de la grande distribution, des grandes entreprises, des grandes entreprises du numérique, et des marques de l'industrie agroalimentaire.

<sup>12</sup> Regroupement des paysans, artisans et petits commerçants, les voisins et les gens en général.



l'intensité de la contrainte budgétaire et des restrictions et le degré d'appétence à la consommation - s'élève cependant à 33 % parmi les « gilets jaunes » très impliqués, alors qu'elle n'est que de 20 % parmi les opposants.

### L'INTENSITÉ DE LA POSTURE CRITIQUE

Le rapport à la consommation est également abordé au moyen d'un score construit à partir d'une batterie de questions d'opinions relatives à la consommation, sa place dans la société, ses contributions positives et négatives au bien-être. Ce score segmente les répondants en trois catégories selon que leur orientation est plus ou moins favorable à la consommation (très négative, négative, positive). 39 % des « gilets jaunes » se classent dans la catégorie « positive », contre 37 % de l'ensemble des répondants. Mais, là aussi, les « gilets jaunes » très impliqués se démarquent, avec 44 % de personnes affirmant une position positive à l'égard de la consommation. Par exemple, 23 % d'entre eux sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle « consommer, pouvoir acheter ce qui fait plaisir, contribue fortement au bonheur » (contre 17 % pour l'ensemble de l'échantillon et 14 % parmi les opposants). De même, les « gilets jaunes » très impliqués s'accordent à 62 % sur l'idée que « dans le contexte actuel, heureusement qu'il y a la consommation pour compenser et se faire plaisir » (contre 56 % pour l'ensemble des répondants et 51 % pour les opposants).

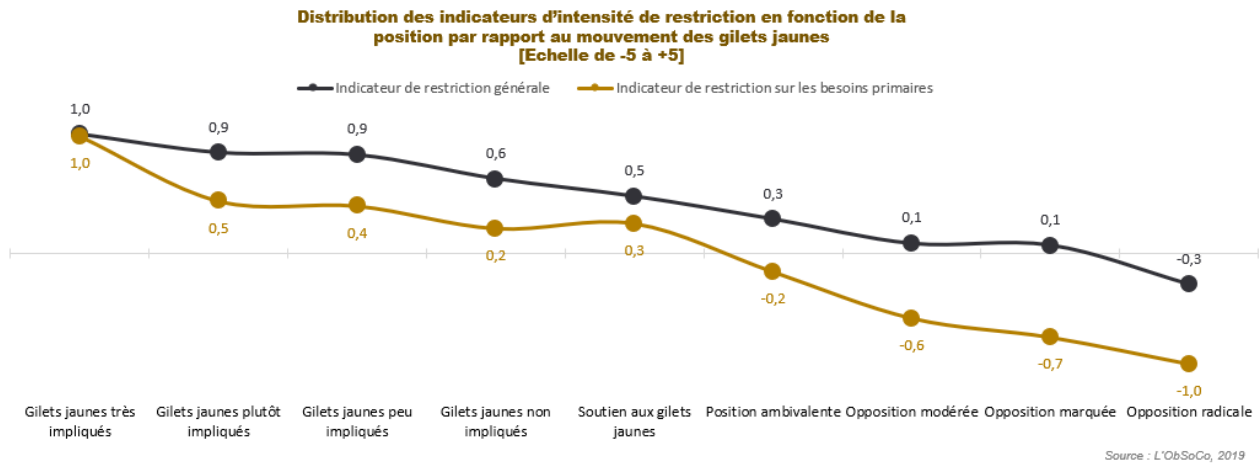
### LE SENTIMENT DE RESTRICTION

L'enquête a également visé à évaluer le degré de restriction que les répondants estiment devoir s'imposer dans leur consommation, en distinguant 15 postes budgétaires. Le score global, qui couvre la mesure de l'intensité du sentiment de restriction sur l'ensemble des 15 postes, est plus élevé parmi les « gilets jaunes » : 44 % sont associés à un sentiment de restriction « fort » (41 % pour l'ensemble de l'échantillon) et 24 % à un sentiment « très fort » (19 %). La proportion de « gilets jaunes » exprimant un sentiment de restriction fort ou très fort progresse en fonction du degré d'implication pour atteindre 69 % chez les « gilets jaunes » très impliqués (60 % pour l'ensemble de l'échantillon). Symétriquement, les opposants sont sensiblement moins nombreux à exprimer un fort ou très fort sentiment de restriction (49 %) et la proportion baisse avec le degré de radicalité de l'opposition (43 % chez les opposants radicaux).

L'intensité du sentiment de restriction à l'égard de la consommation résulte logiquement de l'intensité du décalage entre le pouvoir d'achat et le « vouloir d'achat ». Elle est donc naturellement négativement corrélée au niveau de vie, mais peut l'être également (positivement) au degré d'appétence à l'égard de la consommation. On observe à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon une tendance des personnes déclarant un très fort sentiment de restriction sur les postes budgétaires répondant à des besoins primaires, la fréquence relativement élevée de postures positives à l'égard de la consommation. Autrement dit, les personnes les plus durement contraintes dans leur consommation, en grande partie en raison d'un faible niveau de vie, tendent aussi à être sensibles aux valeurs consuméristes, ce qui rend sans doute le sentiment de restriction plus difficile.

De manière générale, pour l'ensemble des 15 postes budgétaires, les sentiments de restriction diminuent de manière quasi-monotone le long du spectre qui relie les « gilets jaunes » très impliqués aux opposants radicaux.

48 % de l'ensemble des répondants expriment un sentiment de restriction fort (29 %) ou très fort (19 %) sur les postes budgétaires répondant aux besoins primaires : alimentation, santé, chauffage. Les écarts entre les « gilets jaunes » et l'ensemble de la population se creusent par rapport au sentiment de restriction appréhendé globalement sur l'ensemble des postes budgétaires : 56 % des « gilets jaunes » expriment un sentiment de restriction fort ou très fort, et cette part atteint 69 % pour les « gilets jaunes » très impliqués. Elle tombe à 37 % parmi les opposants (34 % parmi les opposants radicaux).



## LES TAUX D'ÉQUIPEMENT

Le questionnaire aborde l'équipement des répondants en un certain nombre de produits high-tech (smartphone, tablette, console de jeux vidéo, appareil photo numérique, robot de cuisine) et d'abonnements à des activités de loisirs (salle de sport, cinéma illimité, service de streaming musical et vidéo). Un score d'équipement a été calculé pour chaque répondant en fonction du nombre d'équipements déclarés. La distribution des « gilets jaunes » selon ce score est globalement conforme à celle de l'ensemble de la population. Autrement dit, en dépit de leur niveau de vie moyen plus faible et de l'intensité de leur sentiment de restriction, les « gilets jaunes », pris dans leur ensemble, n'apparaissent pas comme significativement sous-équipés par rapport à l'ensemble de la population.

Dans le détail, les « gilets jaunes » affichent un taux d'équipement en robot de cuisine, en console de jeu, en appareil photo numérique, en carte d'accès illimité au cinéma, en abonnement à une salle de sport, quasi-identique à celui de l'ensemble des répondants. Ils sont très légèrement sous-équipés de smartphones, de tablettes numériques et d'abonnements aux services de streaming. Parmi les « gilets jaunes », les plutôt et très impliqués apparaissent comme légèrement plus équipés que l'ensemble de la population. C'est vrai plus particulièrement des abonnements aux services de streaming vidéo et aux salles de sport, ainsi que des cartes d'accès illimité au cinéma et des robots de cuisine.

## LE TRAVAIL ET L'ENTREPRISE

Au travers des réponses à 7 questions visant à évaluer le rapport du répondant (uniquement les actifs) à son travail, un score de satisfaction à l'égard de la vie professionnelle a été construit. 25 % des « gilets jaunes » affichent ainsi un très faible niveau de satisfaction à l'égard de leur vie professionnelle (21 % à l'échelle de l'ensemble des répondants). Le degré de satisfaction recule avec le degré d'engagement dans le mouvement. C'est ainsi que la proportion de « gilets jaunes » très impliqués affichant un niveau de satisfaction fort ou très fort dépasse celui de l'ensemble de la population (57 % contre 52 %). Les opposants, dans leur ensemble, sont eux aussi relativement satisfaits de leur vie professionnelle ; au plus, parmi les opposants radicaux, ce sont 67 % des actifs qui expriment une forte ou très forte satisfaction.

Dans le détail, l'insatisfaction des « gilets jaunes » à l'égard de leur vie professionnelle se cristallise en particulier sur le niveau de rémunération, estimé ne pas correspondre à leur engagement et à leurs compétences par 68 % des « gilets jaunes » (61 % pour l'ensemble des répondants, 50 % parmi les opposants radicaux).

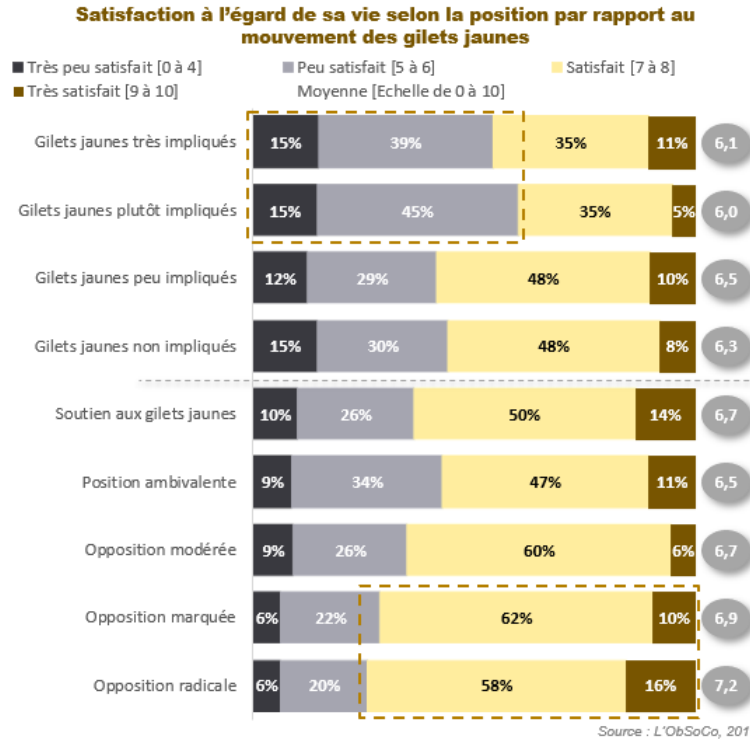
L'enjeu associé au niveau de la rémunération ressort également des réponses données à la question « selon vous, à quoi doivent servir les bénéfices d'une entreprise ». 56 % des personnes interrogées citent en premier « compléter la rémunération de base des salariés », loin devant « financer les investissements » (23 %). Les « gilets jaunes » citent en premier, à 63 %, « compléter la rémunération » (66 % parmi les peu impliqués) et à seulement 16 % « financer les investissements ». Si la hiérarchie des choix est la même chez les opposants, ils ne sont que 47 % à citer en premier « compléter la rémunération » (40 % parmi les opposants radicaux) et 34 % « financer les investissements » (37 % parmi les opposants radicaux). Notons que les « gilets jaunes », leurs soutiens et leurs opposants se rejoignent dans le rejet de la rémunération des actionnaires comme premier usage qu'il devrait être fait des bénéfices de l'entreprise (6 % à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon).

Nous avons vu que les « gilets jaunes », plus encore que la population dans son ensemble, affichent une défiance marquée à l'égard des grandes entreprises. Cette posture se confirme au travers des réponses à la question demandant quelles catégories d'entreprises paraissent « les plus proches par nature des préoccupations des « gilets jaunes » » (3 réponses possibles). Les réponses des « gilets jaunes » ne se distinguent pas fondamentalement de celles de l'ensemble des répondants. On y retrouve l'opposition entre les « grands » et les « petits ». Ce sont les agriculteurs qui arrivent en tête, cités par 48 % des GL (dont 22 % « en premier »). Viennent en deuxième position les artisans et entrepreneurs individuels avec 46 % (dont 13 % « en premier »). Les suffrages se dégradent sensiblement et rapidement pour les autres catégories d'acteurs économiques, y compris parmi les autres catégories de « petits » : les TPE (33 %), les auto-entrepreneurs (29 %), les commerçants (28 %), les entreprises familiales (24 %), les PME (18 %), les professions libérales (8 %). On notera que les start-ups (3 %), au plan de fréquence des citations, sont rangées aux côtés des ETI (6 %), des grandes entreprises exerçant l'essentiel de leurs activités en France (7 %) et des grandes entreprises multinationales (5 %). Les réponses ne varient pas substantiellement selon le degré d'implication des « gilets jaunes ». Tout au plus observe-t-on parmi les plus impliqués un écart un peu moins entre l'évaluation qui est faite des petits et des grands acteurs. De leurs côtés, les opposants (et parmi eux, plus particulièrement les radicaux), sont globalement moins enclins à considérer les petits acteurs de l'économie comme étant proches des préoccupations des « gilets jaunes ».

## LA SATISFACTION À L'ÉGARD DE LA VIE

Il a été demandé aux personnes ayant participé à l'enquête d'évaluer leur degré de satisfaction à l'égard de leur existence au travers d'une note allant de 0 à 10. Il s'agit là d'une mesure classique du bien-être subjectif. La moyenne à l'échelle de l'ensemble des répondants s'élève à 6,6, 11 % ayant donné une note inférieure à 5, 10 % une note supérieure à 8.

Les « gilets jaunes » affichent une note moyenne en retrait, à 6,3 mais qui tombe à 6,0 parmi les « gilets jaunes » significativement impliqués qui comptent dans leurs rangs, à la fois davantage de notes inférieures à 5 (15 %), moins de notes supérieures à 8 (8 %), mais surtout beaucoup plus de notes autour de la moyenne (42 % de 5 ou 6, contre 28 % pour l'ensemble des répondants). La distribution des notes des « gilets jaunes peu ou pas impliqués », comme celle des sympathisants et des personnes en position ambivalente est plus proche de la distribution globale. Le niveau moyen de satisfaction des opposants dépasse la moyenne de l'échantillon et croît avec le niveau d'opposition pour atteindre 7,2 pour les opposants radicaux, dont seulement 6 % ont déclaré une note inférieure à 5, alors que 16 % ont choisi une note supérieure à 8.



## QUEL SENS DONNER AU MOUVEMENT ?

### L'ANALYSE DE LA SIGNIFICATION DU MOUVEMENT

Huit significations possibles du mouvement des « gilets jaunes » ont été proposées aux personnes interrogées qui pouvaient en retenir jusqu'à 3 selon qu'elles correspondaient ou non à leur propre analyse. Une seule a été retenue par une (très courte) majorité de répondants : « Un mouvement contre les élites politiques et économiques qui gouvernent le pays ». Deux autres franchissent le seuil des 40 % : « Une révolte contre des mesures fiscales injustes » et « Une lutte pour obtenir une meilleure répartition des richesses ». Avec seulement 16 % de citations, « Une révolution destinée à transformer radicalement et en profondeur la société » se classe en dernier. Retenons que « le désir d'une plus grande participation du peuple à la vie démocratique » ne réunit que 25 % des répondants (27 % des « gilets jaunes »).

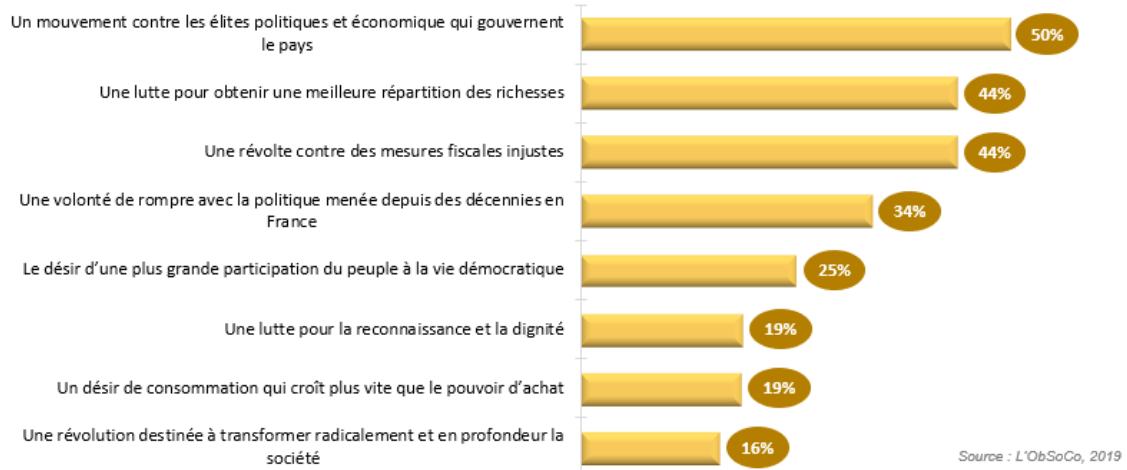
Les « gilets jaunes » ont cité davantage que l'ensemble des répondants chacune des significations<sup>13</sup>, à l'exception de « un désir de consommation qui croît plus vite que le pouvoir d'achat », retenu par 15 % des « gilets jaunes », contre 19 % de l'ensemble des répondants et 29 % des opposants (34 % des opposants radicaux). C'est concernant « une lutte pour obtenir une meilleure répartition des richesses » que les « gilets jaunes » se détachent le plus nettement de l'ensemble des répondants (49 % pour 44 %), du fait des « gilets jaunes » peu ou pas impliqués. Les « gilets jaunes » significativement impliqués, de leur côté, ont été relativement plus nombreux à mettre en avant « une révolte contre les mesures fiscales injustes (50 %) et « une révolution destinée à transformer radicalement et en profondeur la société » (24 %).

L'interprétation que les opposants font du mouvement des « gilets jaunes », quant à elle n'est biaisée positivement, comme on l'a vu, qu'en direction de « un désir de consommation qui croît plus vite que le pouvoir d'achat ». Ils sont par contre significativement moins nombreux à estimer que le mouvement exprime « une

<sup>13</sup> Ce qui signifie que, plus que les autres, ils ont exploité la possibilité de retenir jusqu'à 3 significations.

lutte pour une meilleure répartition des richesses » (34 %, dont 27 % pour les opposants radicaux) ou « une révolte contre des mesures fiscales injustes » (37 %, dont 29 % pour les opposants radicaux).

**39. D'après-vous, quelles significations conviennent-ils de donner au mouvement des « gilets jaunes » ? (3 réponses possibles)**  
(Base complète, n=4000)



## LES REVENDICATIONS

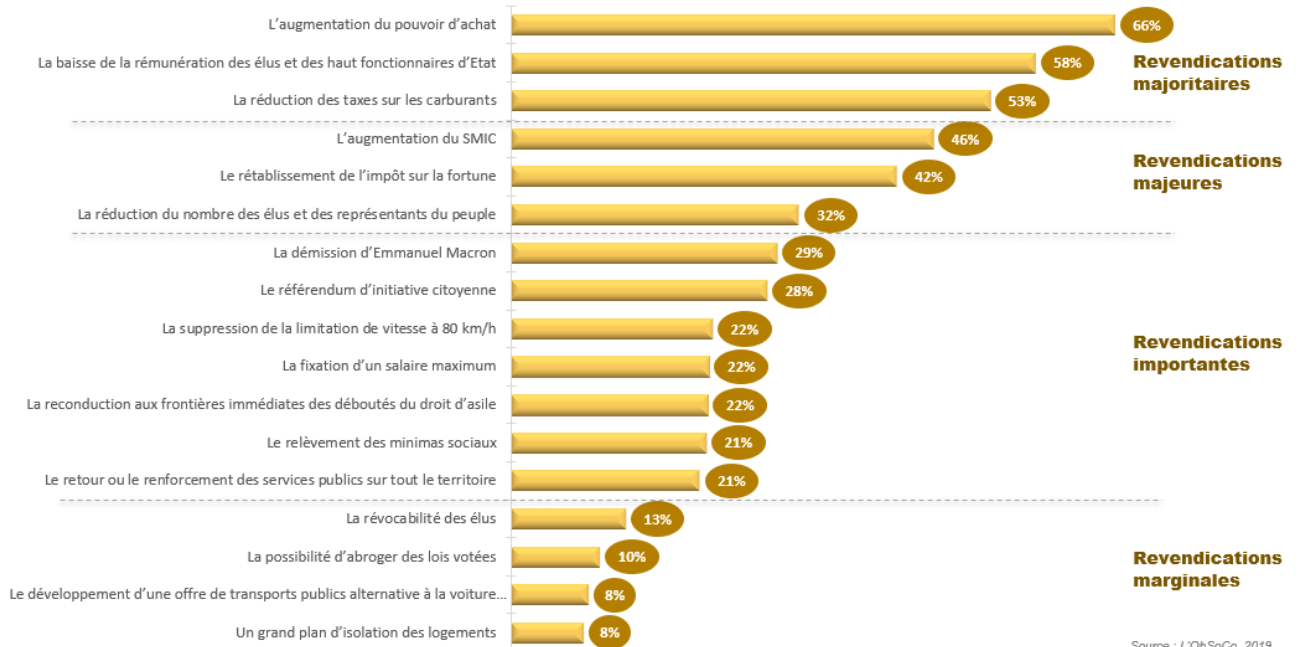
Les « gilets jaunes » ont été invités à retenir dans une liste de 17 revendications, les 5 qui leur tiennent le plus à cœur. Trois ont été citées par plus de la moitié des « gilets jaunes » :

- L'augmentation du pouvoir d'achat, citée par 66 % des « gilets jaunes », dont 28 % « en premier ». Cette revendication est plus souvent citée par les « gilets jaunes » peu ou pas impliqués (68 %) que par les « gilets jaunes » très ou plutôt impliqués (60 %).
- La baisse de la rémunération des élus et des hauts fonctionnaires d'Etat, citée par 58 % des « gilets jaunes », mais seulement 9 % « en premier ». Cette revendication n'est portée que par 49 % des « gilets jaunes » très impliqués.
- La réduction des taxes sur les carburants, citée par 53 % des « gilets jaunes », mais seulement 7 % « en premier ». Ce sont les « gilets jaunes » non impliqués qui se montrent les plus en pointe sur cette revendication.

Les autres revendications peinent à réunir un consensus parmi les « gilets jaunes ». C'est le cas notamment des revendications à caractère politique. Le référendum d'initiative citoyenne n'a été retenu que par 29 % de « gilets jaunes » interrogés (dont seulement 6 % « en premier »). Le soutien apporté à cette revendication est croissant avec le degré d'engagement dans le mouvement et culmine chez les « gilets jaunes » très impliqués à 45 %. De même, la révocabilité des élus n'est portée que par 13 % des « gilets jaunes » (mais 21 % des « gilets jaunes » radicaux) et la possibilité d'abroger des lois votées par 10 %, soit sensiblement moins que le retour sur la limitation de vitesse à 80 km/h (22 %). Notons cependant que 32 % des « gilets jaunes » interrogés retiennent la réduction du nombre des élus et des représentants du peuple.

**42. Quelles sont les revendications « gilet jaunes » qui vous tiennent le plus à cœur ? (5 réponses possibles)**

(Base d'individus qui se revendiquent du mouvement des gilets jaunes ou qui ont pris part au mouvement, n=1852)



Source : L'ObSoCo, 2019

Les soutiens et les opposants aux « gilets jaunes » ont été invités à exprimer leur degré d'accord avec les 17 revendications des « gilets jaunes » abordées dans l'enquête.

Sans surprise, l'adhésion des soutiens à la plupart des revendications est massive. Si l'on se borne aux pourcentages de soutiens s'étant déclarés « tout à fait d'accord », les revendications qui réunissent le plus grand nombre de sympathisants des « gilets jaunes » sont :

- La baisse de la rémunération des élus et des hauts fonctionnaires d'Etat : 66 %
- La réduction des taxes sur le carburant : 54 %
- L'augmentation du pouvoir d'achat : 50 %
- La réduction du nombre des élus et des représentants du peuple : 47 %
- L'augmentation du SMIC : 42 %

Les revendications – relativement – les moins consensuelles sont la démission d'Emmanuel Macron (48 % de « tout à fait » ou « plutôt d'accord »), la suppression de la limitation de vitesse à 80 km/h (63 %), et la fixation d'un salaire maximum (66 %). Le référendum d'initiative citoyenne bénéficie du soutien de 71 % des sympathisants des « gilets jaunes » (dont 30 % « tout à fait »).

Les opposants apparaissent comme relativement favorables à une majorité des revendications des « gilets jaunes » abordées dans l'enquête. Les plus consensuelles sont aussi celles qui arrivent en tête des revendications des « gilets jaunes » :

- La baisse de la rémunération des élus et des hauts fonctionnaires d'Etat (81 % des opposants d'accord avec cette revendication, dont 44 % « tout à fait »)

- L'augmentation du pouvoir d'achat (81 %, dont 29 %)
- La réduction des taxes sur les carburants (76 %, dont 31 %)

Les opposants soutiennent également de manière massive des revendications davantage liées à la transition écologique, plus mollement portées par les « gilets jaunes » : une offre de transport publics alternative à la voiture individuelle (75 % dont 24 %), et un grand plan d'isolation des logements (74 %, dont 21 %). A l'inverse, une majorité d'opposants se déclarent en désaccord avec le référendum d'initiative citoyenne (52 %, dont 31 % « pas du tout d'accord »), la possibilité d'abroger des lois votées (54 %, dont 29 %) et, surtout, la démission d'Emmanuel Macron (75 %, dont 63 %).

Logiquement la propension à adhérer aux revendications des « gilets jaunes » recule avec le degré d'opposition. Cependant, il reste une large majorité d'opposants radicaux qui se déclarent en accord la réduction de la rémunération des élus, l'augmentation du pouvoir d'achat, la baisse des taxes sur les carburants...

### L'ANALYSE DE L'IMPACT DU MOUVEMENT SUR L'ÉCONOMIE

Près de 3 répondants sur 4 s'accordent sur l'idée que le mouvement des « gilets jaunes » aurait un impact négatif sur la croissance, l'emploi ou le chiffre d'affaires de certains commerces. Un clivage net est cependant perceptible entre les « gilets jaunes » qui ne sont que 70 % à partager cette opinion, et leurs opposants, qui s'y rallient à 85 %. En outre, les deux tiers des « gilets jaunes » qui déclarent partager cette inquiétude affirment aussi qu'elle n'est pas de nature à remettre en question leur engagement (71 % parmi les très impliqués).

## UNE TYPOLOGIE

De manière générale, les résultats de l'enquête font ressortir une population de « gilets jaunes » dont les caractères, sur de nombreux points, ne s'écartent que modérément du profil de l'ensemble de la population, même si la prise en compte du degré d'implication dans le mouvement renforce souvent les contrastes. Ce déficit d'aspérités peut provenir de ce que la catégorie des « gilets jaunes » recouvre des populations hétérogènes, présentant chacune des profils plus marqués.

Afin d'explorer cette piste, nous avons bâti une typologie statistique à partir de l'ensemble des variables relatives aux positionnements de chaque « gilets jaunes » par rapport au mouvement. Plus précisément, il s'agit :

- des catégories d'actions auxquelles il déclare avoir participé ;
- de la signification qu'il donne au mouvement ;
- des revendications qu'il a déclarées comme prioritaires.

Sur cette base, l'analyse statistique débouche sur une typologie en six groupes de « gilets jaunes » que nous allons examiner successivement.

### LES « POLARISÉS SUR LE POUVOIR D'ACHAT »

Ils représentent près de 25 % de nos « gilets jaunes ». L'augmentation du pouvoir d'achat, l'augmentation du SMIC et la réduction des taxes sur les carburants dominent très largement la liste de leurs revendications prioritaires. De manière minoritaire, mais plus que dans chacun des autres groupes de la typologie, ils citent souvent la fixation d'un salaire maximum et le relèvement des minimas sociaux. La baisse de la rémunération

des élus et des hauts fonctionnaires d'Etat ne fait pas partie de leurs revendications prioritaires. 3 sur 4 sont des « gilets jaunes » non impliqués. Les autres sont surtout intervenus au travers des réseaux sociaux. 8 % déclarent avoir manifesté.

Avec un nombre d'hommes et de femmes à parité, les « polarisés sur le pouvoir d'achat » affichent également une distribution entre les tranches d'âge proche de celle de l'ensemble des « gilets jaunes », avec une légère sur-représentation des 45-54 ans. Ils sont relativement nombreux à vivre dans les grands pôles urbains (hors Paris), ce qui est à rapprocher d'une relative satisfaction à l'égard des services et équipements collectifs auxquels ils ont accès.

Un peu moins diplômés que la moyenne des « gilets jaunes », les « polarisés sur le pouvoir d'achat » affichent une structure par CSP légèrement déformée en faveur des CSP- et comportant plus d'inactifs que pour l'ensemble des « gilets jaunes » (davantage du fait des personnes sans activité professionnelle que de celui des retraités). C'est le groupe de la typologie qui comporte le plus d'employés (48 %) et le moins de techniciens, contremaîtres ou agents de maîtrise.

Ils affichent une sur-représentation du deuxième et, surtout, du premier quintile de niveau de vie. Ils sont cependant associés à un niveau de contrainte budgétaire légèrement plus faible que l'ensemble des « gilets jaunes ». C'est le groupe qui contient le moins de propriétaires et le plus de locataires du secteur social.

Comparés à l'ensemble des « gilets jaunes », ils révèlent un petit déficit de sensibilité environnementale. Le centre de gravité de leur système de valeurs est biaisé en faveur de la solidarité et, surtout, du matérialisme, en cohérence avec une sur-pondération des attitudes positives à l'égard de la consommation. On trouve parmi eux un nombre relativement important, à la fois de personnes classées parmi les très peu équipées et les très équipées en biens high-tech et abonnements à des services de divertissement. La distribution des niveaux de restriction ne se démarque pas significativement de celle de l'ensemble des « gilets jaunes ».

Leur niveau de défiance à l'égard des institutions et des grands acteurs de l'économie est moins fort que dans les autres catégories de « gilets jaunes », en particulier pour ce qui est des enseignes de la grande distribution, auxquelles 36 % des « polarisés sur le pouvoir d'achat » déclarent faire confiance (vs 27% de l'ensemble des « gilets jaunes »). C'est aussi le groupe le plus confiant dans les médias, la proportion d'individus déclarant leur faire confiance dépassant même celle observée à l'échelle de l'ensemble de la population.

Le centre de gravité de leurs sensibilités politiques, comparé à l'ensemble des « gilets jaunes », est légèrement déporté vers la gauche.

### LES « EXTRÉMISTES »

Ils ne constituent que 5 % des « gilets jaunes » de l'enquête, mais présentent un profil très contrasté. Ils ont massivement pris part aux actions collectives. Tous ou presque ont participé à des occupations de ronds-points et des opérations escargot. Se sont logiquement tous des « gilets jaunes » très impliqués. La démission d'Emmanuel Macron est la revendication la plus consensuelle en leur sein (67 %). Une majorité place également l'augmentation du pouvoir d'achat parmi leurs revendications prioritaires. 25 % d'entre eux ont aussi retenu la révocabilité des élus, ce qui en fait le groupe en pointe sur cette revendication.

Ces extrémistes sont à 63 % des hommes, ce qui en fait le groupe le plus masculin. C'est aussi le groupe le plus jeune (30 % de moins de 35 ans). 50 % vivent en couple avec des enfants (36 % pour l'ensemble des « gilets jaunes »).

Les membres de ce groupe vivent de manière disproportionnée dans des communes marquées par un faible niveau de vie moyen et un fort taux de chômage. 30 % d'entre eux résident dans des agglomérations de 2 000



à 20 000 habitants, et si les habitants des grandes agglomérations (y compris des villes centres des métropoles) ne sont pas significativement sous-représentés parmi eux, ils sont quasiment absents de la banlieue parisienne. Ils ne sont pas plus contraints que l'ensemble des « gilets jaunes » à utiliser quotidiennement leur voiture, mais sont plus nombreux à déclarer une insuffisance de l'accès aux équipements et services collectifs. Trois « extrémistes » sur quatre déclarent désirer vivre ailleurs, de loin la plus forte proportion des groupes de la typologie.

C'est le groupe qui affiche le plus faible niveau de vie moyen de la typologie, 59 % des « extrémistes » appartenant au 2 premiers quintiles de niveau de vie. Ils déclarent en moyenne un niveau de contrainte budgétaire supérieure à la moyenne des « gilets jaunes » et 47 % déclarent que leur niveau de vie a « beaucoup diminué » au cours des 5 dernières années. C'est, avec les « polarisés sur le pouvoir d'achat », le groupe qui affiche la plus faible proportion de propriétaires ; mais ici, ce sont les locataires du secteur privé qui sont sur-représentés.

C'est aussi le groupe le moins diplômé, 68 % de ses membres ne dépassant par le niveau CAP/BEP et qui compte le moins de membres des classes créatives. 51 % des « extrémistes » sont des CSP-, soit le plus fort taux de l'ensemble des groupes de la typologie, avec une très forte sur-représentation des ouvriers.

87 % sont salariés en CDI, la plus forte proportion des groupes de la typologie, mais c'est aussi le groupe qui compte la plus forte proportion de chômeurs (16 %). Ils sont en moyenne beaucoup moins satisfaits de leur situation professionnelle, le contraste avec les autres « gilets jaunes » étant particulièrement fort concernant les conditions de rémunération et les perspectives d'évolution.

Dans leur rapport au monde, 41 % se montrent post-modernes (30 % parmi l'ensemble des « gilets jaunes ») et le centre de gravité de leur système de valeurs est biaisé en faveur de la solidarité. On y relève une sur-représentation à la fois des individus très peu et très matérialistes. Avec 48 % de ses membres « tout à fait d'accord » avec l'affirmation selon laquelle « les générations futures vivront une vie moins heureuse que les nôtres », les « extrémistes » constituent le groupe le plus pessimiste. Ils sont également en pointe dans la remise en cause des vertus de la croissance économique et n'affichent qu'une foi modérée dans le progrès technologique. 83 % estiment que « les pays occidentaux sont responsables de beaucoup de difficultés que vit le monde ». C'est le groupe qui affiche le moindre niveau de sensibilité aux enjeux écologiques.

C'est dans ce groupe que l'on observe la plus forte proportion d'individus ayant une très faible propension générale à la confiance. S'ils se montrent un peu moins défiant que la moyenne des « gilets jaunes » à l'égard des grands acteurs de l'économie, 87 % se défient des institutions, avec notamment un très fort niveau relatif de défiance à l'égard des élus locaux. Ils sont également sensiblement moins enclins que les autres « gilets jaunes » à avoir confiance dans leurs voisins.

Plus encore que les « polarisés sur le pouvoir d'achat », les « extrémistes » tendent à exprimer des opinions positives sur la consommation. On compte parmi eux une proportion relativement importante de personnes disposant d'un équipement important en biens high-tech et abonnements à des services de divertissement, à mettre en parallèle d'un niveau de vie moyen relativement faible. Ils sont en revanche très nombreux (69 %) à dire devoir s'imposer des restrictions fortes ou très fortes sur les postes budgétaires correspondant aux besoins primaires.

Plus impliqués politiquement que la moyenne des « gilets jaunes », le groupe affiche une sur-représentation des personnes se situant « très à droite » (18 % contre 9 % pour l'ensemble des « gilets jaunes »), au détriment principalement de la droite. C'est aussi le groupe le moins convaincu de la supériorité de la démocratie, car ils ne sont que 54 % à considérer que « la démocratie est irremplaçable » et que « c'est le meilleur système possible ».

C'est l'un des deux groupes affichant la plus forte proportion d'individus peu satisfaits de leur existence.

### LES « DÉFIANTS À L'ÉGARD DES ÉLITES »

Les membres de ce troisième groupe représentent 21 % de l'ensemble des « gilets jaunes ». Il s'agit pour l'essentiel de « gilets jaunes » pas ou peu impliqués, leur participation au mouvement se bornant le plus souvent à la participation aux réseaux sociaux. A 70 %, ils analysent le mouvement comme une réaction contre les élites politiques et économiques et 55 % comme une révolte contre des mesures fiscales injustes. Ils sont unanimes à classer dans leurs revendications prioritaires la réduction du nombre des élus et des représentants du peuple. Ils sont également favorables à 75 % à la baisse de la rémunération des élus et des hauts fonctionnaires. *A contrario*, comparés aux autres groupes de « gilets jaunes », ils se montrent clairement en retrait par rapport aux revendications relatives à l'augmentation du smic, au relèvement des minimas sociaux, à la fixation d'un salaire maximum, ainsi qu'à la démission d'Emmanuel Macron.

Légèrement plus masculin que la moyenne, ce groupe est le plus âgé de la typologie avec 43 % de 55 ans et plus et un important déficit de moins de 25 ans. Les couples sans enfant y sont sur-représentés. Les « défiants à l'égard des élites » se distinguent peu de l'ensemble des « gilets jaunes » sur le plan des variables géographiques, mise à part une légère sur-représentation des habitants des communes de moins de 2000 habitants et des communes multipolarisées des grandes aires urbaines, et un déficit d'habitants de la région parisienne. Ils déclarent un accès aux équipements et services collectifs similaires à celui de l'ensemble des « gilets jaunes ».

On compte dans ce groupe un peu plus de CSP+ que dans l'ensemble des « gilets jaunes », ainsi que davantage d'inactifs. 10 % sont des indépendants.

Le niveau de vie moyen des « défiants à l'égard des élites » est légèrement plus élevé que celui de l'ensemble des « gilets jaunes », avec une part relativement élevée de ses membres appartenant aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> quintiles. Cependant, 71 % d'entre eux disent avoir subi une baisse de leur niveau de vie au cours des cinq dernières années. Ils jouissent d'un assez bon niveau d'équipement en biens high-tech et en abonnements à des services de loisirs. Ils sont relativement peu nombreux à déclarer un fort niveau de restriction dans leur consommation. Avec 63 %, c'est le groupe qui affiche la plus forte proportion de propriétaires. Le centre de gravité de ce groupe dans son rapport à la consommation fait apparaître une légère sur-représentation des personnes associées à une posture négative.

La répartition des « défiants à l'égard des élites » dans la typologie des rapports au monde fait apparaître une franche sur-représentation des réactionnaires, aux dépens des modernes. Ils sont relativement nombreux à exprimer des craintes pour l'identité nationale. Le centre de gravité de leur système de valeurs est modestement biaisé en faveur de la reliance (attachement à la famille) et de la assurance.

C'est le groupe qui compte la plus faible proportion d'individus affichant une forte propension générale à la confiance. Ils se montrent particulièrement défiants à l'égard des grands acteurs de l'économie et leur défiance à l'égard des institutions est proche de celle des « extrémistes ». Ils sont quasiment unanimes à affirmer ne pas avoir confiance dans les partis politiques. Ils se montrent presque aussi défiants que les « extrémistes » à l'égard des élus locaux et c'est le groupe le plus défiant à l'égard de l'Union Européenne.

Près d'un « gilet jaune » sur deux de ce groupe dit ne se reconnaître dans aucun mouvement politique. Les autres ont un profil proche de celui de l'ensemble des « gilets jaunes », avec un léger déficit des personnes se situant à gauche ou très à gauche, contrebalancé par un léger excédent de celles se disant proches des mouvements écologistes.

Les « défiants à l'égard des élites » forment le groupe qui affiche le plus haut niveau moyen de satisfaction à l'égard de l'existence, un niveau proche de celui mesuré à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon.

### LE « VENTRE MOU PEU IMPLIQUÉ »

Les individus classés dans le « ventre mou peu impliqué » pèsent pour 25 % dans l'ensemble des « gilets jaunes » identifiés par l'enquête. Cette désignation a été inspirée par le fait que, sur bien des points, leur profil ne se distingue pas fondamentalement de celui de l'ensemble des « gilets jaunes ». Ils s'en démarquent cependant par la signification qu'ils donnent au mouvement qui repose, davantage que dans les autres groupes, sur les problématiques de répartition et de justice fiscale (« une lutte pour obtenir une meilleure répartition des richesses » et « une révolte contre des mesures fiscales injustes »). La hiérarchie de leurs revendications est marquée par une unanimité autour de la baisse de la rémunération des élus et des hauts fonctionnaires, la mise en avant par 75 % d'entre eux de l'augmentation du pouvoir d'achat, et par 67 % de la réduction des taxes sur les carburants. Ils sont très en retrait sur l'ensemble des revendications d'ordre institutionnel. Comme les « polarisés sur le pouvoir d'achat » et les « défiants à l'égard des élites », les membres de ce groupe sont pour l'essentiel des « gilets jaunes » pas ou peu impliqués.

Avec 60 % de femmes, c'est de loin le groupe le plus féminin de la typologie. Ils affichent une répartition par tranches d'âge proche de celle de l'ensemble des « gilets jaunes ». Ils ne se distinguent pas non plus significativement de l'ensemble des « gilets jaunes » sur la plupart des dimensions géographiques. On observe cependant dans ce groupe une proportion plus élevée de personnes vivant dans des communes à taux de chômage relativement faible, mais également une proportion plus élevée de personnes vivant dans des communes à faible croissance démographique.

48 % des membres de ce « ventre mou peu impliqué » sont des CSP-, soit la plus forte proportion des groupes de la typologie, après les « extrémistes ». Ils sont relativement peu diplômés et sont à 82 % des salariés en CDI. Il s'agit du groupe où la satisfaction à l'égard de la vie professionnelle est au plus bas, notamment en raison de l'importante pénétration du sentiment que son travail n'est pas reconnu à sa juste valeur par la hiérarchie et n'offre pas assez de perspectives d'évolution.

A 54 %, les personnes composant ce groupe déclarent un niveau de vie inférieur au deuxième quintile, et elles expriment collectivement un assez fort niveau de contrainte budgétaire mais ne sont pas plus nombreuses qu'à l'échelle de l'ensemble à dire avoir subi une baisse de niveau de vie par rapport à il y a 5 ans. Les membres de ce groupe sont néanmoins proportionnellement un peu plus nombreux à déclarer un fort ou très fort niveau de restriction sur les dépenses de base.

La posture générale des membres du « ventre mou peu impliqué » à l'égard de la consommation ne se démarque pas de celle de l'ensemble des « gilets jaunes ». Il en va de même de la propension à la confiance, de l'ancrage de leur système de valeurs et de leur rapport au monde.

Sur le plan politique, comme les « défiants à l'égard des élites », près de la moitié d'entre eux déclarent ne pas se reconnaître dans les mouvements politiques (auxquels on pourrait ajouter les 13 % qui refusent de répondre). Les autres affichent une palette de sensibilités politiques similaires à celle de l'ensemble des « gilets jaunes », avec un déficit de personnes se déclarant proches de mouvements écologistes.

### LES « DEMANDEURS D'UN RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE »

Ils constituent 15 % de nos « gilets jaunes ». S'ils comptent en leur sein 40 % de non impliqués, ils sont 23 % à avoir pris activement part aux échanges sur les réseaux sociaux et environ 10 % à avoir manifesté. La hiérarchie de leurs revendications est dominée par les aspects institutionnels : 86 % ont classé dans leurs revendications prioritaires le référendum d'initiative citoyenne, 22 % la possibilité d'abroger des lois votées (revendication très

peu citée par les « gilets jaunes » des autres groupes) et 20 % la révocabilité des élus. 41 % ont retenu la démission d'Emmanuel Macron. *A contrario*, ces « demandeurs d'un renouveau démocratique » sont très en retrait sur les revendications qui touchent de près ou de loin le pouvoir d'achat. Leur analyse de la signification du mouvement est, comme celle des « défiants à l'égard des élites », orientée en faveur d'« un mouvement contre les élites politiques et économiques » mais aussi du « désir d'une plus grande participation du peuple à la vie politique ».

La répartition hommes/femmes et par classes d'âge des « demandeurs d'un renouveau démocratique » est conforme à celle de l'ensemble de la population française, avec une légère sur-représentation des 35-44 ans. Sur le plan géographique, ils sont, sensiblement plus que l'ensemble des « gilets jaunes », résidents du pôle urbain de Paris, voire de Paris intra-muros.

Ils se répartissent entre les tranches de niveaux de vie de manière similaire à l'ensemble des « gilets jaunes », mais sont moins nombreux à estimer que leur niveau de vie a beaucoup diminué au cours des cinq dernières années. C'est pourtant parmi les « demandeurs d'un renouveau démocratique » que l'on observe la plus forte part de personnes associées à un niveau fort ou très fort de restriction (particulièrement marqué sur les vacances et les loisirs), mais qui ne se retrouve pas sur les postes de dépenses correspondant aux besoins de base.

Il s'agit, de loin, de la catégorie de « gilets jaunes » la plus diplômée et qui compte le plus de CSP+ et de représentants de la classe créative (25 %, soit plus que les 20 % repérés à l'échelle de l'ensemble de l'échantillon). On compte parmi eux, 11 % de travailleurs indépendants, mais aussi 13 % de demandeurs d'emploi. Il s'agit du groupe qui, après le « ventre mou peu impliqué » contient la plus forte proportion d'individus insatisfaits de leur vie professionnelle, en raison principalement d'un déficit de confiance à l'égard de la hiérarchie, couplé à une insuffisante reconnaissance de la juste valeur du travail accompli.

C'est le groupe qui contient le moins de personnes à faible sensibilité environnementale. Le profil de leur distribution par rapport à la typologie des rapports au monde est clairement déformé au profit des post-modernes (42 %) au détriment des modernes. Ils se montrent ainsi critiques par rapport à la place accordée à la croissance économique et doutent que la consommation contribue au bonheur. A 71 %, ils ne pensent pas que « l'humanité soit suffisamment raisonnable pour réussir à faire face aux défis qu'elle a à relever ». Ils se distinguent nettement des autres « gilets jaunes » par une opinion divisée concernant l'affirmation selon laquelle « notre société accorde trop de droits aux individus et n'impose pas suffisamment d'obligations » (qui reçoit l'accord de 64 % des « gilets jaunes »). Ils sont également sensiblement moins nombreux à craindre les effets de la mondialisation et de l'immigration sur l'identité de la France. La structure de leur système de valeurs témoigne d'un biais en faveur de la solidarité, moins marqué cependant que celui observé chez les « extrémistes », et un déficit sur le plan du matérialisme.

C'est le groupe qui exprime le moins le désir de consommer plus (17 % contre 29 % à l'échelle de l'ensemble des « gilets jaunes » et 24 % sur l'ensemble de l'échantillon) et, de manière cohérente, celui qui globalement est associé à la posture la plus critique à l'égard de la consommation.

Les « demandeurs d'un renouveau démocratique » ont, juste après les « défiants à l'égard des élites », la palme de la défiance, concentrée sur les institutions, les grands acteurs de l'économie et les médias.

Politiquement, ils sont marqués par une nette sur-représentation des personnes se situant « très à gauche » (9 % contre 3 % parmi l'ensemble des « gilets jaunes ») mais aussi, de manière moins marquée, « très à droite » (11 %, contre 9 %).

## LE « VENTRE MOU ACTIF »

Ce dernier groupe, qui représente 10 % des « gilets jaunes », se distingue difficilement de l'ensemble des « gilets jaunes », tant sur le plan de la signification donnée au mouvement que sur la hiérarchie des revendications, ce qui est l'indice d'une grande diversité de profils parmi ses membres. Ils sont réunis par un niveau d'engagement élevé dans le mouvement, proche de celui des « extrémistes » (62 % de « gilets jaunes » très impliqués).

Composé à 54 % d'hommes, ce groupe se distingue sur le plan de l'âge de ses membres par le poids des 55-64 ans (30 %). Il ne comporte aucun Parisien et les habitants de la région parisienne y sont très sous-représentés, à l'inverse des habitants des autres grands pôles urbains (agglomérations de 20 000 à 100 000 habitants) et des communes multipolarisées des grandes aires urbaines. 60 % vivent dans des communes marquées par un taux de chômage élevé (deux premiers quartiles) mais en forte croissance démographique. Ils sont globalement satisfaits de l'accès aux services et équipements collectifs auxquels ils ont accès, mais c'est le groupe de la typologie qui comprend le plus de membres qui se déclarent contraints d'utiliser quotidiennement leur voiture (54 %), même si c'est aussi là que l'on compte la plus faible proportion de gros kilométrages.

Globalement plus qualifiés que les « extrémistes », leur répartition par niveau de diplôme fait cependant apparaître une sur-pondération des niveaux CAP-BEP. Le petit déficit de CSP+ et de CSP- est compensé par un excédent de CSP intermédiaires, cols bleus mais surtout cols blancs (enseignement primaire, santé, administratif, commercial). C'est le groupe de la typologie qui comporte le plus d'actifs en CDD (17 %) et en contrat d'intérim (4 %). A l'inverse des « extrémistes », ils sont majoritairement satisfaits de leur situation professionnelle, devançant très largement sur ce critère l'ensemble des autres groupes.

La répartition des membres du « ventre mou actif » par classes de niveau de vie est conforme à celle des « gilets jaunes » pris dans leur ensemble. Cependant, avec les « demandeurs d'un renouveau démocratique », c'est le groupe qui comporte le plus de personnes exprimant un fort ou très fort sentiment de restriction dans sa consommation (72 %), y compris pour les postes budgétaires associés à des besoins de base (64 %). C'est aussi le groupe où l'on trouve la plus forte proportion de personnes indiquant un fort niveau de contrainte budgétaire, mais aussi où la proportion de personnes bien équipées en biens high-tech et en abonnements à des services de loisirs est la plus forte. Pourtant, si ce groupe présente la plus forte sur-représentation de personnes déclarant vouloir consommer plus, le rapport général à la consommation de ses membres ne se distingue pas substantiellement de celui des « gilets jaunes » pris dans leur ensemble.

Ce groupe comporte une proportion de personnes à très faible propension à la confiance supérieure à celle relevée sur l'ensemble des « gilets jaunes ». Elles se distinguent par une défiance à l'égard des institutions supérieure à la moyenne mais aussi par le record de confiance placée dans les « petits acteurs », les paysans en particulier, mais aussi aux voisins et aux gens en général. Ils détiennent le record de la défiance à l'égard des médias.

« Le ventre mou actif » est le groupe qui comporte la plus forte proportion de personnes à très forte sensibilité environnementale (47 % contre 40 % pour l'ensemble des « gilets jaunes »). Il ne se distingue pas de l'ensemble des « gilets jaunes » sur le plan des valeurs, ni dans le rapport à la modernité,

20 % des membres du « ventre mou actif » se situent « à gauche », un pourcentage qui dépasse de beaucoup celui observé dans les autres groupes de la typologie. Ce groupe se distingue également par une part plus faible des personnes qui disent ne se reconnaître dans aucune tendance politique (37 %).

Le « ventre mou actif » partage avec les « extrémistes » de compter une majorité de « gilets jaunes » qui déclarent un niveau de satisfaction à l'égard de leur existence inférieur ou égal à 6/10.